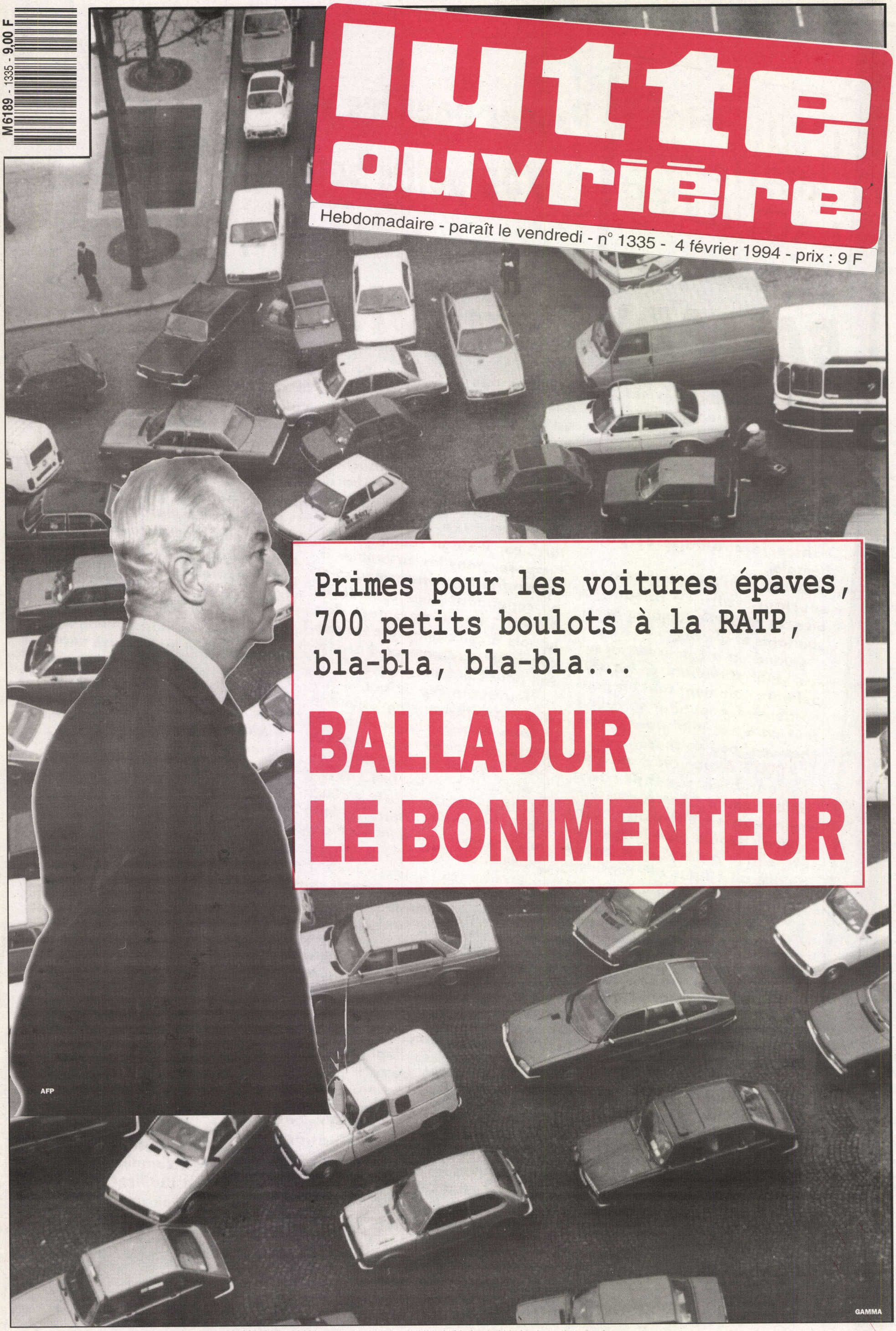
M6189 - 1335 - 9,00 F

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1335 - 4 février 1994 - prix : 9 F



AFP

GAMMA

Primes pour les voitures épaves,
700 petits boulots à la RATP,
bla-bla, bla-bla...

BALLADUR LE BONIMENTEUR

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Primes pour les voiture épaves, 700 petits boulots à la RATP, bla-bla, bla-bla...

BALLADUR LE BONIMENTEUR

Les journaux télévisés de la semaine dernière ne nous ont pas fait grâce, ni le midi ni le soir, du dévouement des ministres qui, autour de Balladur, consacraient leur dimanche après-midi à prendre des décisions déterminantes contre le chômage et pour l'emploi.

On les a vu arriver trottant et souriant, voire se faisant la bise, et ressortir toujours aussi souriants et alertes.

Quand on a connu les mesures, pour stupéfiant ce fut stupéfiant : comment tout un gouvernement pouvait-il se réunir tout un après-midi pour accoucher de si peu de chose.

5 000 F à tous ceux qui voudraient bien revendre leur vieille voiture ! Les concessionnaires faisaient cela, voire mieux, depuis bien longtemps et sans même demander qu'elle ait 10 ans ! Ils continueront, ont-ils déjà annoncé.

Et ceux qui, de toute façon, avaient l'argent pour se payer une voiture feront donc, sur le dos de l'Etat, une économie de 5 000 F. Mais tous ceux qui n'ont pas les 40 ou 50 000 F nécessaires pour se payer, ne serait-ce que le plus petit modèle possible, garderont leur vieille voiture, s'ils en ont une. Quant aux chômeurs, n'en parlons pas.

La RATP va embaucher 700 personnes dont 200 pour assurer la sécurité et 400 pour renforcer les "rafles" contre les "sans-billet". Il ne reste donc que 3 499 300 postes à trouver pour résorber le chômage. Et à condition que la RATP ne fasse pas sortir par une porte ceux qu'elle fera entrer par une autre. Quant aux chômeurs, ils iront chercher du travail à pied.

On va imposer d'embaucher des concierges. Mais d'abord dans les HLM. Pour les logements de luxe, ce sera plus tard, car il s'agit seulement de l'imposer dans les ensembles à construire. Peut-être trouvera-t-on cependant pour ceux-là le moyen de supprimer des impôts à ceux qui ont déjà des concierges, comme on l'a déjà fait pour les domestiques.

Nouveauté cependant, il n'y a pas de cadeau supplémentaire aux entreprises, sauf par le biais des avantages prévus pour l'emploi de jeunes.

Mais il n'y a rien, aucun sacrifice, aucun "geste de solidarité" comme disent les journalistes, qui soit demandé aux plus riches.

Et pourtant, la presse du même jour nous apprenait que la Bourse des valeurs à Paris avait franchi un nouveau record historique. Elle a atteint ces jours-ci son plus haut niveau depuis toujours, environ 40% d'augmentation depuis octobre 1991.

Alors, comment se fait-il que les entreprises dégagent suffisamment de bénéfices pour que le prix des actions s'envole alors qu'elles ne pourraient pas augmenter les salaires et relancer ainsi la consommation, puisque, paraît-il, c'est de cela qu'il s'agirait ?

En fait, le gouvernement préserve la santé de la bourgeoisie, pas celle de l'ensemble de la population. Les bénéfices, voilà ce qui est important ! Et puisque les ventes ne s'accroissent pas, il faut bien que l'accroissement des bénéfices soit pris sur la diminution de la part des salaires !

Pendant ce temps-là, on nous endort avec des discours sur la compétitivité. C'est pourtant dans le monde entier que la part des salaires baisse par rapport aux bénéfices. Toutes les Bourses du monde vont très bien, même si les Bourses européennes sont celles qui connaissent les meilleurs résultats.

Alors on se moque vraiment de nous et, de ce point de vue-là, la farce de dimanche est plus qu'un symbole. Elle rappelle un humoriste des années cinquante qui annonçait au milieu de son numéro, avec force effets oratoires et gesticulations, qu'il allait sur le champ présenter le clou de son spectacle, avant de sortir un simple clou de menuisier d'une grande boîte.

Balladur ne vaut pas mieux que lui, mais l'humoriste faisait au moins sourire et ne faisait de mal à personne. Mais Balladur, lui, joue avec le sort de trois millions et demi de chômeurs et de 25 millions de travailleurs, sans compter leur famille.

Seulement, qu'il se méfie, un clou c'est comme un aiguillon, et à mal l'utiliser on peut, un jour, recevoir une ruade.

40 ans après l'appel de l'abbé Pierre

POUR VAINCRE LA MISÈRE, IL FAUT CHANGER DE MÉTHODES

Les médias ont célébré le quarantième anniversaire de "l'appel de l'abbé Pierre" à la radio, suppliant que l'on aide d'urgence les sans-logis qui crevaient de froid dans les rues de la capitale en cet hiver 1954 particulièrement rude.

La réussite de l'appel de 1954

L'appel fut entendu au-delà de toute espérance. Il y eut une avalanche de dons, une "insurrection de la bonté", comme on a dit. Et le gouvernement, qui jusque-là se souciait comme d'une guigne des sans-logis, décida sous la pression de l'opinion de lancer un programme de construction d'urgence.

A vrai dire, les capitalistes de l'immobilier ne prenaient pas de gros risques : ils savaient que les futurs locataires auraient de quoi payer leurs loyers. Et en plus ils étaient aidés par l'Etat. Car, à la différence d'aujourd'hui, la plupart des sans-logis et mal logés avaient un emploi, le pays comptait dix fois moins de chômeurs, et généralement de courte durée.

Si la générosité fut un raz-de-marée chez les plus humbles, et même chez certains riches pris individuellement, pour le patronat de l'époque, ce fut une affaire rentable...

Cela dit, ces dons et ces mesures ont amélioré aussitôt le sort des plus démunis. Mais il fallut encore une vingtaine d'années pour que les derniers bidonvilles disparaissent, et "la crise du logement" même si elle a diminué d'intensité n'a jamais disparu du pays.

Retour à la case départ

Et aujourd'hui, quarante ans après, la roue de l'Histoire semble tourner à l'envers. Avec cependant une différence de taille : en 1954, le capitalisme français (et international) allait connaître une certaine expansion et distribuait des miettes aux travailleurs, tandis qu'aujourd'hui devant l'aggravation de la crise, il rogne tout ce qu'il peut aux plus démunis. Les sans-logis d'aujourd'hui sont les premières victimes de cette remise en cause de tout ce qui paraissait acquis.

Et avec ce retour en arrière, on revoit des sans-abris affublé d'un nouveau nom : SDF, sans domicile fixe – ce qui est absurde car ils n'ont pas de domicile du tout, ni fixe ni mobile. Combien sont-ils ? On l'ignore avec précision : la grande misère échappe aux statistiques. Les estimations varient entre 200 000 et 400 000. A quoi il faut ajouter ceux qui sont logés dans des conditions désastreuses, à des degrés différents, bien sûr. Au total encore deux millions et demi de personnes.

L'abbé Pierre, qui a dû lancer un nouvel appel, prétend qu'à l'égard des plus pauvres, c'est l'indifférence qui l'emporte. Les pauvres seraient minoritaires, et comme ils ne votent pas ou peu, ils n'intéressent pas les politiciens et peu la population dont la générosité serait tarie.

Cette explication est un peu courte. Tout d'abord, la générosité, même si elle a ses limites (dans une société où le "chacun pour soi" constitue le sommet des valeurs, comment s'en étonner), reste présente quand même partout. Ils sont nombreux ceux qui donnent pour les Restos du Coeur et ceux qui les aident bénévolement. Nombreux aussi ceux qui donnent dans le métro et dans la rue, qui achètent les journaux des sans-logis, qui donnent au téléthon, etc.

Seulement la simple générosité reste totalement impuissante face aux gros problèmes d'aujourd'hui : celui du chômage d'abord, dix fois plus important qu'en 1954, et celui de la diminution des salaires, dont les drames des sans-logis et des mal logés découlent directement.

Et les gouvernements, de droite comme de gauche, qui tirent hypocritement leur chapeau devant l'abbé Pierre, non seulement n'aident pas les plus démunis, mais ils les combattent ! Oh certes, il y a quelques mesures symboliques et inefficaces, comme celle des Socialistes créant, juste avant leur départ, un Haut Comité au Logement, qui n'a d'autre pouvoir que celui de faire des commentaires, ou encore le geste de Chirac annonçant à grand bruit qu'une centaine de logements seront créés à partir de bureaux reconvertis (alors qu'il y a des millions de mètres carrés de bureaux vides !).

Ces mêmes gouvernants ont chassé les sans-logis qui tentaient d'occuper des appartements vides, fait donner la police contre eux, fait démolir des immeubles encore habitables, pour qu'on ne puisse s'y installer.

Et lorsque Balladur et ses ministres font leur "séminaire" du dimanche, qu'en ressort-t-il ? Rien, absolument rien en faveur des plus démunis !

L'abbé Pierre appelle à "la guerre" contre la misère, il a raison. Mais l'adversaire ce n'est pas la misère, ce sont ceux qui y précipitent la population, gouvernants et patrons, et avant tout ce régime capitaliste qui trouve "normal" que des gens couchent dans la rue, alors qu'on veille jalousement à laisser inoccupés, au nom de la sacro-sainte propriété privée, des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers d'appartements et de bureaux vides.

Et puis cette guerre, il ne faut pas compter qu'elle sera gagnée simplement parce qu'un homme, aussi populaire soit-il, crie sa révolte. Pour faire reculer la misère, il faudra plus que la colère d'un abbé, il faudra un grand mouvement populaire, suffisamment radical pour que les possédants hésitent à continuer d'appauvrir toute la société, comme ils le font aujourd'hui de mille manières.

André VICTOR

Après le 28e congrès du PCF

LE VIEUX ET LE NEUF

La nomination de Robert Hue au poste de secrétaire national du PCF a suscité les remarques goguenardes de la grande majorité de la presse, qui a surtout retenu de ce 28e congres du PCF que Georges Marchais était resté l'un des 141 membres du comité national (l'ex-comité central) et l'un des 22 membres du bureau national (l'ex-bureau politique). Cela montre que les dirigeants du PCF ont beau multiplier les gestes symboliques en direction des médias et de partenaires politiques qu'ils s'efforcent de séduire, ils ne sont guère payés de retour.

Et pourtant ils n'avaient pas lésiné sur les efforts pour démontrer leur volonté de rompre avec "les pratiques du passé".

Ce congrès a, en effet, pour une grande part été consacré à traquer systématiquement la moindre référence, le plus petit mot contenant ne serait-ce qu'un soupçon de connotation centraliste, autoritaire, directive. C'est ainsi que le comité central est devenu national, que le secrétaire n'est plus général mais lui aussi national, et que l'ex-bureau politique se transforme en bureau... national.

Hélas, un délégué s'est même interrogé sur le fait qu'un secrétaire, national ou général, confisquait déjà dans une certaine mesure l'initiative de la base. Un autre sur le caractère trop directif d'une discussion lancée par un texte présenté par la direction, préférant que le texte préparatoire au congrès soit l'aboutissement d'une discussion préalable.

Cependant, pour marquer le changement, avant même que le congrès ait définitivement clos ses travaux, *l'Humanité* du samedi 29 janvier avait changé son sous- titre. D'"organe central du Parti Communiste Français", il est devenu "journal du Parti Communiste Français".

Certes ce qui domine dans les choix de la direction du PCF, ce n'est pas, en dépit de ce qu'elle affirme sur tous les tons, une volonté d'être plus démocratique. C'est surtout le désir d'apparaître comme les autres partis, avec les mêmes pratiques, les mêmes discours, les mêmes références. A l'image de ce qu'est le Parti Socialiste, dont on a pu vérifier le peu de cas qu'il fait de l'opinion de ceux qui lui font confiance.

Dans cette direction-là, les efforts des dirigeants du PCF sont réels, leur choix est profond. La direction du PCF , et derrière elle sans doute la plus grande partie de l'appareil du PCF, a sincèrement envie de se donner l'image d'un parti social-démocrate. Non plus honteusement, comme le PCF l'était déjà depuis longtemps dans ses choix politiques, mais ouvertement, afin d'être, si possible, reconnue par ses partenaires de la vie politique. A l'instar de ce qui s'est fait en Italie.

Les dirigeants du PCF ont beau répéter qu'ils veulent faire du neuf, ce qu'ils se proposent de mettre en oeuvre n'est que du vieux, déjà connu, depuis longtemps usé. Et c'est bien là une de leurs difficultés. Car la place qu'ils voudraient prendre sur l'échiquier politique est occupée par d'autres, qui, outre leur antériorité dans la position, ont des diplômes de gestion des intérêts de la bourgeoisie autrement plus convaincants pour elle que ceux que les dirigeants du PCF s'efforcent de décrocher aujourd'hui.

Mais les ambitions des dirigeants du PCF sont plus mesurées, et ils n' envisagent que des places de second choix, derrière le PS, ou au sein d'un regroupement qui se réaliserait autour d'un Chevènement, d'un Delors, d'un Rocard, ou de quelque personnage issu des tentatives de recompositions qui se multiplient ces temps-ci. C'est le sens de la décision du PCF, réaffirmée à l'issue de ce congrès, de participer aux "assises de la transformation sociale" dont les maîtres d'oeuvre sont les dirigeants du PS.

Mais ces tentatives pour les dirigeants et les notables du PCF de se trouver un point de chute, soit collectivement, dans le cadre de leur parti, soit même, de plus en plus souvent, à titre personnel, faisant fructifier à leur usage propre l'image et la notoriété dues à l'activité des militants du parti, vont à l'opposé des intérêts de la classe ouvrière.

En un certain sens, le dernier congrès du PCF n'a fait qu'officialiser ce qui existait depuis pas mal de temps. Mais ce pas de plus n'est pas que formel. Lorsque le PCF en est à faire mine de rediscuter sérieusement du rôle historique de la classe ouvrière pour parler des "gens" en général, ce n'est pas

AFP

Changer ? De "général", le secrétaire est devenu "national"...

non plus nouveau, mais c'est une insistance volontaire , car c'est plus qu'une question de mots. C'est comme lorsque, par le passé, il parlait de "citoyens" ou du peuple français.

Les dirigeants du PCF manifestent de plus en plus ouvertement leur désir d'abandonner le drapeau du communisme, qu'ils ont souillé par leur passé stalinien et de collaboration de classe.

Mais il y a encore des hommes et des femmes pour qui le communisme reste l'avenir de l'humanité, présents dans la classe ouvrière, qui militent au PCF ou dans d'autres organisations, pour maintenir ce drapeau de l'espoir en une société débarrassée du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du racisme ; ceux pour qui la référence au communisme, à la révolution de 1917, à Lénine n'est pas source de gêne ou de honte, mais au contraire un motif de fierté. Ce sont ceux-là qui agissent véritablement pour faire du neuf.

Jean-Pierre VIAL

Privatisation d'Elf-Aquitaine

"Quand c'est fort, est-ce que vous vous demandez comment bat votre cœur ? Quand vous pouvez devenir actionnaire de la première valeur française, est-ce que vous hésitez ?". C'est ainsi que la société Elf-Aquitaine accroche, dans sa publicité, les candidats à l'achat de ses actions dans le cadre de la privatisation lancée ces jours-ci par le gouvernement.

QUAND L'ÉTAT CAPITALISTE VIT D'EXPÉDIENTS...

GAMMA

Derrick pétrolier appartenant à Elf.

Avant cette opération, on a fait la toilette de son bilan, pour qu'après la vente, elle apparaisse comme une entreprise qui gagne de l'argent plutôt qu'une entreprise qui doit régler ses dettes, afin d'agir pour que le prix de l'action grimpe au lendemain de la privatisation plutôt que l'inverse. Et les nouveaux actionnaires empocheront alors une jolie surprime.

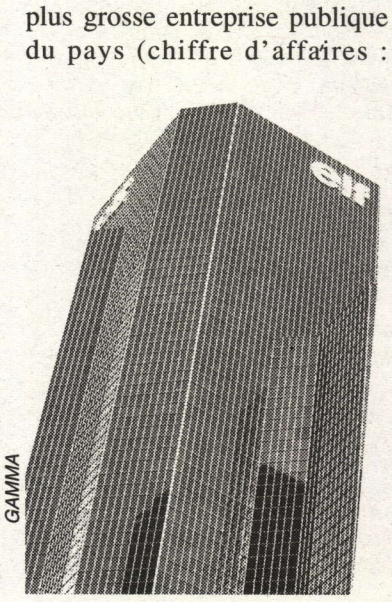
La vente d'actions commencera bientôt. 60 millions d'actions seront ainsi jetés sur le marché financier. Au stade actuel du *"préplacement de ces actions"*, les particuliers peuvent passer commande, à raison de trente actions par personne et soixante si l'on paye en emprunt Balladur, auprès des établissements bancaires. Ceux-ci toucheront de bonnes commissions. L'action cotée actuellement autour de 418 F devrait être décotée autour de 380 F, mais son montant exact ne sera connu qu'une fois la privatisation effective.

Cette mise en vente de la plus grosse entreprise publique du pays (chiffre d'affaires : 210 milliards de francs) constitue un gros appel du gouvernement à l'argent privé puisqu'il espère tirer au moins 35 milliards de francs de cette opération. (La privatisation de la BNP n'a ramené à l'Etat "que" 28 milliards.)

La part de l'Etat dans la société Elf devrait descendre d'un peu plus de 50 % à 13 %. Il ne gardera que deux sièges au conseil d'administration sans voix délibérative, sans toutefois pour autant perdre ses droits de regards. *"Les Etats, même les plus libéraux, interviennent toujours dans la fixation des prix, l'encadrement du marché, le volume des stocks"*, remarquait un responsable de la société Total. Tout a été cependant prévu pour que cette entreprise, malgré l'ouverture du capital en direction de capitaux étrangers, reste dans l'orbite du capitalisme français, car l'activité d'Elf (hydrocarbures et gisements miniers), dont 70 % de la production de pétrole est située dans le golfe de Guinée (Afrique), demeure stratégique pour lui. Ce sera la tâche des 10 % d'actionnaires qui décident vraiment. *"Noyaux durs"* en 1986, on les appelle désormais les *"groupes d'actionnaires stables"*.

Avant de se retrouver au gouvernement, les représentants de la droite avaient expliqué que l'argent récupéré par les privatisations permettrait le lancement de diverses mesures sociales. Pour Séguin, on allait *"rénover les banlieues"* ; pour Léotard, cela servirait à financer un *"plan de soutien au logement"*. Balladur avait précisé, en novembre 1992, que cela permettrait, outre ce soutien au logement social, de garantir les retraites. Envolées ces belles paroles. Si l'an dernier, la privatisation a ramené 43 milliards au gouvernement, et s'il en attend 55 cette année, cela lui servira tout simplement à boucher les trous de son budget, c'est-à-dire à continuer à répondre aux exigences insistantes des patrons et éventuellement à gérer l'imprévu. Mais toutefois dans la même optique : avant tout garantir les profits, et la paix sociale en faveur des patrons.

Jacques FONTENOY



GAMMA

La privatisation, recette miracle...
JUSQU'À QUAND ?

La privatisation d'Elf-Aquitaine s'inscrit aussi dans le contexte actuel du capitalisme international. Si tout l'après-guerre s'est situé sous le signe d'une intervention constante de l'Etat dans l'économie, accompagnée notamment de nationalisations, depuis une vingtaine d'années, avec une forte accélération depuis que la crise s'est aggravée, la privatisation est devenue la recette principale des Etats capitalistes en quête d'argent frais.

Les privatisations frappent aussi bien les pays développés comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, que moins développés, Argentine, Chili, mais également la misérable Afrique noire. Il y a cependant une nette différence : les pays riches ont une marge de manœuvre et peuvent "mettre en vente l'argenterie" au meilleur moment (voire remballer leur proposition quand la conjoncture est défavorable), tandis que les pays pauvres, eux, le font sous la contrainte du Fonds Monétaire International. Pour ces derniers, cela constitue un élément des politiques dites *"d'ajustement économique"*, dont le résultat principal est d'étrangler les pays endettés au profit de leurs créanciers, Etats ou établissements financiers.

Le monde capitaliste est sillonné d'hommes d'affaires qui ont tous quelque chose à vendre : une usine ici, un service public là, proposant aux acheteurs des paquets d'entreprises, comme dans les supermarchés on offre des colis "dégustation". Aussi, les établissements financiers attirés par ces opérations peuvent-ils prendre leur temps, faire la fine bouche et choisir les meilleurs morceaux pour renforcer leurs empires financiers. Car tout n'attire pas les investisseurs de la même manière : les télécommunications se taillent la part du lion, tandis que les compagnies aériennes porteuses de déficit sont désormais boudées.

Pour tout ce qui devient ainsi du deuxième choix, la privatisation se transforme en véritable braderie. Dans certains pays, tout, ou presque, est à vendre. En Argentine, par exemple, le gouvernement Menem a mis en vente le pétrole, les hôtels, les télécommunications, la distribution de gaz et d'électricité, les ports, les aéroports, les trains de voyageurs, jusqu'au zoo de la capitale, Buenos Aires (avec ses ratons laveurs ?).

Partout, la nécessité de combler les déficits des appareils d'Etat – dont l'endettement croissant provient principalement des cadeaux faits sous diverses formes aux classes possédantes – a déclenché ce tourbillon de privatisations, qui atteint aujourd'hui un rythme annuel mondial moyen d'une centaine de privatisations et une masse de capitaux de 350 milliards de francs. Un rythme dont on ne prévoit pas qu'il fléchira dans les deux années à venir, sauf si ces actions ne trouvaient plus preneurs...

J.F.

Algérie

L'ARMÉE NOMME SON MINISTRE À LA TÊTE DE L'ÉTAT

L'Algérie a un nouveau président, le général Zéroual, son troisième président militaire, après le colonel Boumediene de 1965 à 1978, et le colonel Chadli de 1979 à janvier 1992.

Gamma

Lors de la Conférence d'Entente nationale, le général Zéroual (à gauche).

Sa nomination n'a pas eu la caution des partis politiques, ceux-ci ayant tous boudé la "Conférence d'entente nationale" qui avait été organisée en principe pour choisir le nouveau chef de l'Etat provisoire, ou plus exactement pour entériner le choix fait par d'autres. Mais en lot de consolation, la nomination de Zéroual a eu tout de même l'aval de la Confédération nationale du patronat algérien, et surtout les applaudissements du secrétaire général de l'UGTA, le principal syndicat du pays et ancien syndicat unique, Abdelhak Benhamouda, qui depuis janvier 1992 est l'un des plus chauds partisans du recours à l'armée.

Le retour du premier poste de l'Etat aux mains d'un militaire, après un intermède de deux ans d'une présidence collégiale, le HCH (Haut Comité d'Etat), dont le porte-parole était un civil, n'est évidemment pas en soi un changement. Car c'est au sein de l'état-major qu'avait été prise la décision en janvier 1992 d'interrompre les élections, de renverser Chadli et de créer le HCE. C'est en son sein que se prenaient les principales décisions politiques.

Répression envers les islamistes et pourparlers avec leurs chefs

Comment le nouveau régime, nommé pour une période transitoire de trois ans, va-t-il tenter de trouver une issue à la crise que traverse l'Algérie ? Probablement pas mieux que le précédent. La "Commission du dialogue national" nommée en octobre dernier, dont le général Zéroual était le principal personnage, avait entamé des négociations avec les dirigeants du Front Islamique du Salut dissous, ou plus exactement avait reconnu officiellement l'existence de telles négociations. Et dans sa déclaration d'intronisation le général-président a affirmé qu'il entendait continuer le dialogue.

Mais bien sûr, des tentatives de négociations avec les islamistes peuvent très bien s'accompagner d'un nouveau renforcement de la répression. Tout comme elles peuvent s'accompagner de nouveaux attentats de la part des islamistes. Ceux-ci ont d'ailleurs salué l'arrivée au pouvoir du nouveau président par l'assassinat, à Alger, d'un responsable du RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), celui des partis politiques qui se dit le plus fermement hostile à tout compromis avec les islamistes.

La guerre pour le pouvoir va continuer, avec son lot d'attentats et d'assassinats, d'emprisonnements arbitraires ou de tortures, avec ses opérations coup de poing de l'armée dans les quartiers populaires où les islamistes sont bien implantés, et qui fournissent peut-être aux islamistes plus de nouvelles recrues qu'elles ne leur apportent de pertes, et en tout cas donnent aux jeunes des couches pauvres tant de raisons de haïr le régime en place.

Quand les gouvernants des grandes puissances aggravent la crise pour soigner les banquiers

Une seule chose est prévisible, et même programmée dans la politique future du nouveau pouvoir algérien : l'aggravation de la misère et du chômage. Et cette aggravation n'est pas seulement le fait de la corruption et de l'avidité de la petite minorité des privilégiés du pays. Elle est surtout le fait de l'avidité des trusts et des grandes banques mondiales.

Le nouveau président n'était pas encore officiellement intronisé que déjà les banquiers, ou leurs huissiers du FMI, frappaient à sa porte. De nouvelles négociations avec le FMI devraient s'ouvrir prochainement. L'Algérie est de plus en plus incapable de s'acquitter du paiement de sa dette. Le service de la dette absorbe actuellement 80% du montant de toutes les exportations de l'Algérie (essentiellement gaz et pétrole, dont le cours a encore baissé ces derniers mois). De nombreuses entreprises ne tournent qu'au ralenti ou ne tournent plus faute de matières premières, de machines ou de pièces détachées. Au programme des mesures que les représentants des banquiers occidentaux entendent imposer à l'Algérie dans les mois prochains en échange d'un rééchelonnement de la dette figurent une nouvelle dévaluation du dinar de 30%, la restructuration des entreprises, c'est-à-dire des fournées de licenciements, et un "retour à l'équilibre budgétaire", c'est-à-dire une réduction draconienne de toutes les dépenses de l'Etat en matière de logement, de services publics, d'équipements, d'aide à la consommation...

Les mêmes gouvernants des grandes puissances qui disent s'inquiéter de l'évolution de la situation en Algérie et de la progression de l'intégrisme poussent ainsi l'Algérie un peu plus loin dans la crise pour soigner leurs banquiers.

Olivier BELIN

Gamma

Enterrement d'une victime des islamistes.

PROCHAINE RÉUNION DU

CERCLE LÉON TROTSKY

L'AFRIQUE NOIRE RAVAGÉE PAR L'IMPÉRIALISME

Vendredi 4 février à 20 heures 30

Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

UNE MANIFESTATION À PARIS POUR L'ABROGATION DES LOIS PASQUA

Appelant à *"combattre les exclusions et la régression sociale et pas les immigrés"* et à mettre *"un coup d'arrêt à la discrimination"*, un certain nombre d'organisations (dont la LCR, le PCF, SOS Racisme, la FSU, la CGT, l'UNEF et UNEF-ID) organisent une manifestation pour l'abrogation des lois Pasqua.

Lutte Ouvrière soutient bien sûr cet objectif et appelle ses militants et sympathisants à se joindre à cette manifestation qui aura lieu :

SAMEDI 5 FÉVRIER à 15 h

Place de la Bastille - Paris

Russie

ÉCONOMISTES DISTINGUÉS, BUREAUCRATES ET CONTRE-RÉVOLUTION SOCIALE

"Depuis la semaine dernière, la vieille garde communiste a repris du service en Russie" – déclare tout de go Jeffrey Sachs dans un texte publié dans *Libération* du 31 janvier. Jeffrey Sachs est le plus en vue de ces économistes occidentaux qui ont trouvé leur créneau professionnel en s'autoproclamant "spécialiste ès rétablissement du capitalisme", dont la présence auprès d'Eltsine en tant que conseiller économique, passait, ici ou là, pour le symbole même de la marche forcée de la Russie vers le capitalisme.

Le distingué économiste tire cette conclusion – qui, dans sa bouche, est catastrophique – de la démission récente du gouvernement russe d'Egor Gaïdar et de ses partisans.

AFP

Gaïdar s'en va... Mais c'est la Berezina !

Gaïdar, ex-haut bureaucrate, rejeton d'une famille de bureaucrates de père en fils et même, de grand-père à petit-fils, reconverti en partisan du capitalisme débridé, passe pour le chef de file des "réformateurs" (qualificatif donné par la presse à ceux qui veulent une transformation rapide de l'économie soviétique dans le sens capitaliste). Et Sachs de se faire peur en imaginant même que ces malheureux "réformateurs" se fassent *"massacrer par une opposition communiste revancharde et corrompue"*.

Retour des "conservateurs"

Il y avait, dans les événements de la semaine passée, des faits supplémentaires pour aller dans le sens de ses inquiétudes. En Biélorussie, celui des Etats issus de l'ex-Union Soviétique qui reste le plus lié à la Russie, le président local qui passait pour plus ou moins réformateur et partisan de l'indépendance biélorusse a été destitué par un parlement à majorité "conservateur" et pro-russe, émanation de *"l'appareil bureaucratique ex-communiste"* (dixit *Le Monde*). La Crimée, république autonome qui fait officiellement partie de l'Ukraine, vient d'élire un président de la République partisan du rattachement à la Russie, mais surtout partisan de son détachement de l'Ukraine. Ce qui risque d'être le début de la décomposition même juridique de l'Ukraine, cette région occidentale de l'ex-URSS que l'on avait présentée dans le passé comme à l'avant-garde de l'évolution vers le capitalisme et dont un expert économique occidental – un de plus – vient de constater, découragé, dans les colonnes du même journal *Libération*, *"l'absence totale de réforme depuis l'indépendance"*.

Il serait évidemment aussi naïf de croire tous ces experts et spécialistes lorsqu'ils voient déjà le spectre de Brejnev ou de Staline reconquérir les couloirs du Kremlin, que lorsqu'ils annonçaient péremptoirement une restauration capitaliste rapide, sinon fraîche et joyeuse. Cette restauration se révèle, dans les faits sociaux, plus difficile à réaliser que dans les conseils des experts de cabinet ou dans les emballements des journalistes de la bourgeoisie.

Lorsque Gorbatchev d'abord, Eltsine ensuite, dans leur lutte pour le pouvoir, se sont lancés dans une surenchère démagogique pour proclamer que l'économie étatisée et planifiée était mauvaise, et l'économie de marché, l'économie capitaliste, la meilleure, ils ont trouvé des oreilles enthousiastes du côté de la bureaucratie, cette couche sociale privilégiée dont ils étaient les dirigeants politiques. Tout cela sonnait pour les bureaucrates comme la promesse de butin, libre enfin de se transformer en propriété privée. La bureaucratie s'est d'autant plus facilement précipitée à la curée sur l'économie, sur les entreprises d'Etat, qu'elle n'avait pas attendu Gorbatchev ou Eltsine pour le faire : elle l'avait commencé, en douce mais déjà en grand, sous Brejnev voire bien avant.

Mais assurément, c'est un changement considérable que de pouvoir faire, avec les encouragements officiels d'un régime qui se veut désormais capitaliste, ce que l'on faisait au mépris de la légalité lorsque cette légalité se prétendait "communiste".

Seulement, avoir envie de se remplir les poches, vite – de préférence en devises – s'acheter des Mercedes rutilantes, s'assurer un pied-à-terre en Occident est une chose. Y arriver en est déjà une autre. Mener avec méthode et efficacité une contre-révolution capitaliste jusqu'au bout, avec les bouleversements sociaux que cela signifie, en est une troisième.

La force sociale de la bureaucratie qui impulse la contre-révolution, nettement affirmée depuis quelques années mais en fait entamée depuis très longtemps, étale elle-même ses divergences, ses idées variées voire opposées, sinon sur le but, du moins sur la manière de s'y prendre pour transformer l'économie, au profit de qui le faire et à quel rythme. Différences de vision ou, du moins, de discours entre hommes politiques s'opposant sur le degré d'étatisation à maintenir, sur l'attitude par rapport à ce qui fut l'Union soviétique, sur le degré de dépendance tolérable à l'égard des grandes puissances occidentales, etc. Différences plus profondes sans doute, sociales, entre bureaucrates qui se sont tous rués à la curée sur l'économie et qui l'ont démolie, mais qui n'ont pas tous les mêmes possibilités de transformer en propriété privée des sources de privilèges qui découlaient, jusqu'à présent, d'une position de pouvoir.

Des républiques ingouvernables

Un Etat, un pouvoir fort leur serait nécessaire pour les mettre d'accord, de gré ou de force ; pour que cette agitation moléculaire de cupidités individuelles ne démolisse pas complètement l'économie sans parvenir pour autant à la transformer dans le sens capitaliste.

Mais justement, il n'y a plus de pouvoir fort, l'Etat s'est disloqué en plusieurs Etats rivaux qui, eux-mêmes, continuent à se disloquer. C'est la bureaucratie, elle-même, dans sa précipitation à se débarrasser de tout contrôle pour pouvoir piller librement, qui les a démolis. La Russie comme les autres républiques sont devenues ingouvernables.

Sachs constate, désespéré, que les "réformateurs" passent leur temps à ferrailler pour le pouvoir et pas à "réformer". Mais il en va de même à tous les niveaux de pouvoir, pas seulement au niveau central. Et la masse des bureaucrates, tous ceux qui tirent, de leur position de commandement, des privilèges, petits pour les uns ou colossaux pour les autres, en dirigeant les uns un village, un

Verscle/Gamma

Usine de camions à Moscou.

kolkhoze local ou une caserne, les autres des grandes entreprises d'Etat, des territoires riches de matières premières ou des républiques entières, ne souhaitent manifestement pas rétrocéder pour le moment à un pouvoir central quelconque les positions qu'ils avaient conquises.

Et ce qui reste de pouvoir central en Russie n'ose pas prendre certaines mesures que pourtant ses conseillers à la Sachs estiment indispensables pour le rétablissement du capitalisme. L'Etat continue par exemple à consacrer des sommes considérables à des subventions aux entreprises d'Etat – heureusement d'ailleurs car sinon, il n'y aurait quasiment plus de production. Ce n'est pas seulement parce que les dirigeants de la bureaucratie n'ont que faire des conseils de Sachs et consorts. Mais surtout, parce que, même dans leur irresponsabilité, ils savent plus que tous les conseillers, par cet instinct de peur qui tient parfois lieu de conscience chez les représentants des couches privilégiées, que vingt ou trente millions de travailleurs jetés à la rue par des entreprises que l'on fermerait, constituent un risque majeur d'explosion sociale. Une explosion sociale à laquelle il n'est pas dit que l'Etat, dans son état actuel de délabrement, puisse faire face.

Les conseillers en tout genre, les dirigeants du monde occidental et, derrière eux, le grand capital de moins en moins attiré pour investir en Russie, déplorent l'instabilité croissante de l'ex-Union soviétique et la lenteur des transformations capitalistes. Mais c'est précisément cela qui représente un espoir pour ceux qui sont dans le camp des travailleurs. L'espoir que le prolétariat exsoviétique, victime jusqu'à présent politiquement silencieuse, profite de l'irresponsabilité collective de la bureaucratie et du délabrement de l'Etat, profite du fait que cette bureaucratie n'a pas été pour le moment relayée par une bourgeoisie puissante et consciente de ses intérêts. L'espoir que le prolétariat retrouve la conscience que s'il veut défendre ses intérêts historiques, et même ses intérêts matériels, il lui faut se battre avec un programme politique propre, pour chasser les bureaucrates, pour exproprier les nouveaux riches, pour tuer dans l'œuf la tentative de transformer en propriété bourgeoise les grandes entreprises d'Etat, pour un pouvoir ouvrier, pour le pouvoir de classe des conseils ouvriers. Il lui faut, en un mot, renouer avec la perspective de la révolution prolétarienne internationale et l'idéal communiste trahi depuis très longtemps par la bureaucratie.

Georges KALDY

Il y a 60 ans

ARC

Le 6 février 1934

Le 6 février 1934, l'extrême-droite organisait une manifestation devant le Parlement, à Paris, se heurtant violemment à la police. Cette manifestation, peu de temps après que les nazis ont pris le pouvoir en Allemagne, avait de quoi inquiéter.

La France, comme tout le monde capitaliste, se trouvait plongée dans une crise économique et politique. Les "ligues" d'extrême-droite tentaient d'utiliser le mécontentement de la population. Mais la réaction de la classe ouvrière à cette manifestation constitua un coup d'arrêt au développement de l'extrême-droite.

Une crise économique et politique

La crise économique mondiale, partie des Etats-Unis en 1929, atteignit la France en 1931, c'est-à-dire avec retard. En Allemagne, la crise avait frappé durement, mettant au chômage, sur une brève période, un salarié sur trois et ruinant les classes moyennes. La petite-bourgeoisie s'était jetée dans les bras d'Hitler, arrivé au pouvoir le 30 janvier 1933.

La France était moins violemment touchée par la crise, mais en 1934, la production industrielle avait chuté de 25 %, les prix des produits agricoles s'effondraient, et la moyenne mensuelle des faillites augmentait de 77 %. Elles touchaient surtout les classes moyennes : artisans, commerçants et petits patrons. La grande bourgeoisie, elle, continuait de s'enrichir. Plus d'un million de salariés étaient au chômage complet ou partiel, sans indemnités. Même si la crise survint dans une période de recul du mouvement, il y eut des réactions : grèves, marches de chômeurs.

La CGT, principale organisation syndicale, était liée au Parti Socialiste (la SFIO) ; la CGTU, au Parti Communiste. Depuis sa création en 1920, il s'était implanté dans la partie la plus radicale et la plus exploitée de la classe ouvrière. Mais, comme le PC allemand avant la victoire d'Hitler, il refusait toute action commune avec le Parti Socialiste.

Le Parti Radical, au gouvernement depuis 1932, avec le soutien critique de la SFIO, menait la même politique que les gouvernements de droite, se montrant aussi incapable d'apporter des solutions à la crise. Et la petite bourgeoisie se détournait du Parti Radical. Une partie se laissait séduire par la démagogie des ligues d'extrême-droite, antiparlementaire, antisémite et anticommuniste. L'Action Française, royaliste, avec ses groupes de choc, les Camelots du roi, disait vouloir renverser la République. Les Croix de Feu, organisation d'anciens combattants du colonel de La Rocque, recrutaient largement et formaient des groupes de combat.

Il y avait d'autres organisations d'extrême-droite, mais aucune comparable à celles d'Allemagne et d'Italie. Certains grands bourgeois, Taittinger, Coty, Mercier, finançaient les ligues, mais toute la bourgeoisie ne se sentait pas menacée au point de porter le fascisme au pouvoir pour briser la classe ouvrière.

La journée du 6 février

L'antiparlementarisme des classes moyennes, attisé par l'extrême-droite, était alimenté par des scandales. Le plus célèbre, l'affaire Stavisky, servit de déclencheur aux événements du 6 février. Cet escroc avait mis la main sur le Crédit Municipal de Bayonne, avec la complicité intéressée de personnalités politiques, et émis 200 millions de faux bons de caisse. Venue l'arrêter, la police le trouva mort. Son suicide parut suspect et plusieurs personnalités du Parti Radical furent compromises. La presse d'extrême-droite se déchaîna. Entre le 9 janvier et le 5 février, Paris connut douze manifestations des ligues aux cris de : *"A bas les voleurs ! A bas les assassins !"*

Le président du Conseil, un radical, démissionna. Mais l'agitation fut relancée quand son successeur, Daladier, révoqua le préfet Chiappe, lié à l'extrême-droite. Les ligues appelèrent à manifester le 6 février, avec la puissante association d'anciens combattants, l'UNC. L'ARAC, les anciens combattants proches du Parti Communiste, appela pour, disait-elle, ne pas laisser à l'extrême-droite le monopole de la protestation, tout en demandant l'arrestation de Chiappe. Le Parti Communiste, dans *L'Humanité* du 6 février, appelait aussi à manifester.

Le soir du 6 février, des milliers de manifestants se retrouvèrent place de la Concorde, en direction du Palais-Bourbon, où Daladier présentait son gouvernement aux députés. Les manifestants dressèrent des barricades. L'émeute dura une partie de la nuit. On tira des deux côtés : 15 personnes furent tuées.

Daladier démissionna. Le nouveau gouvernement, formé par un vieux politicien réactionnaire, Doumergue, était censé arbitrer les deux camps, mais s'entoura, à côté du radical Herriot, d'hommes de droite comme Tardieu, Pétain et Laval.

La réaction de la classe ouvrière

Le Parti Communiste, refusant d'abord les offres d'action commune de la SFIO, appela seul à manifester le 9 février. A son appel, des milliers de manifestants s'affrontèrent violemment avec la police dans les quartiers populaires : il y eut six morts.

Finalement, la CGTU se rallia au mot d'ordre de grève générale de la CGT, le 12 février. La grève fut largement suivie, avec des manifestations dans toutes les grandes villes. A Paris, on vit les 300 000 manifestants des cortèges du Parti Socialiste et du Parti Communiste, initialement séparés, se rejoindre et manifester ensemble aux cris de : *"Unité, unité"*.

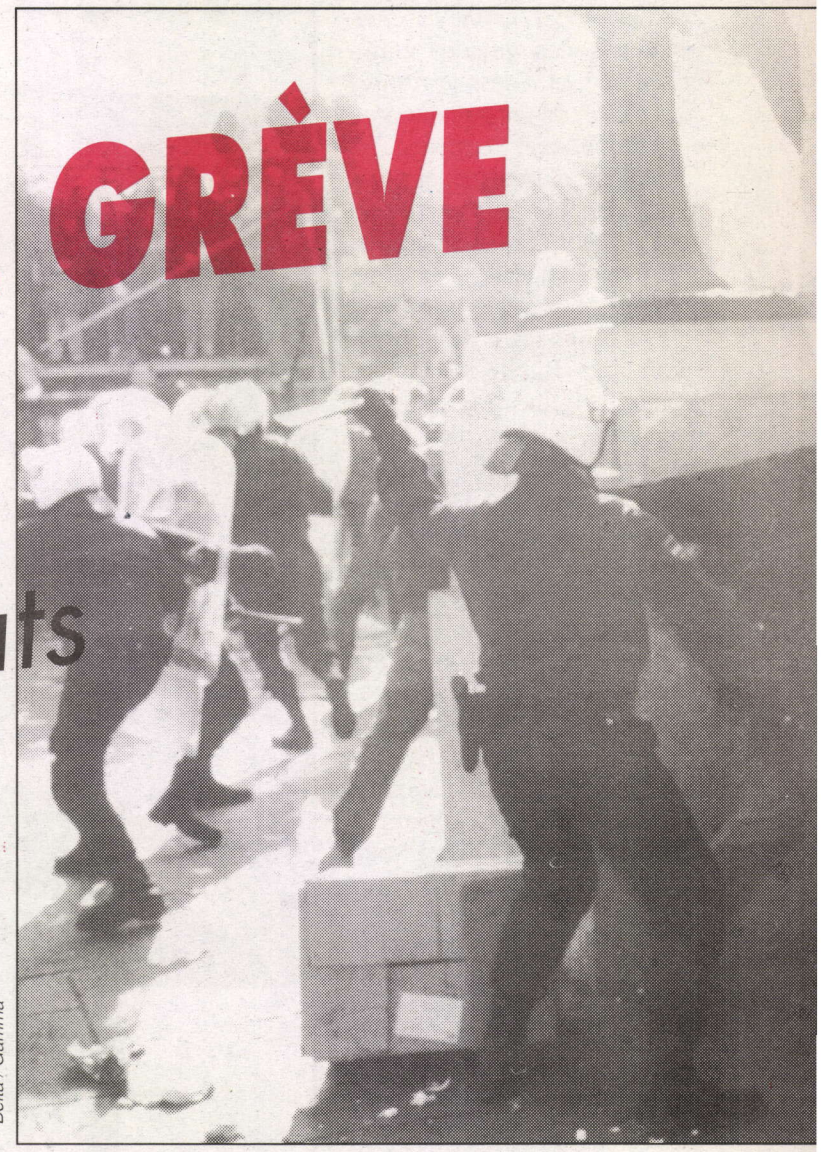
La manifestation du 12 février fut le signal de la remontée de la combativité ouvrière qui aboutit aux grandes grèves de 1936. L'extrême-droite fut coupée dans son élan. Malheureusement, cette combativité fut capitalisée par le Parti Communiste et le Parti Socialiste, alliés au Parti Radical dans le Front Populaire, qui l'emporta aux élections de 1936. Au gouvernement, il s'employa à la dévoyer

Françoise GILLOT

Espagne

LE SUCCÈS DE LA GRÈVE DU 27 JANVIER

Un filet pour les syndicats ou un tremplin pour les travailleurs ?



Belta / Gamma

La grève du 27 janvier a été un succès. L'industrie dans son ensemble a été complètement paralysée. Non seulement les grandes usines, mines et chantiers navals, où de forts piquets de grève ont de toute façon interdit toute activité, mais aussi la myriade de petites entreprises des zones industrielles qui étaient elles aussi désertes, parcourues seulement par des piquets volants de grévistes.

Les transports en commun ont, dans la plupart des cas, été réduits aux "services minimums", imposés par la loi. Mais cela n'a pas été sans affrontements entre grévistes et policiers qui gardaient les dépôts pour garantir le départ des bus ou des trains requis. A Cordoue et à Bilbao, il n'y a pas eu de bus du tout : pneus crevés, aucun n'a pu sortir. Mais même lorsque ces services minimums fonctionnaient, ils tournaient le plus souvent à vide. Et bien souvent, les employés n'attendaient qu'une pression minime d'un piquet de grève, le jet de quelques pierres, pour avoir un prétexte et faire demi-tour. Dans les services publics, certains secteurs comme les Postes, les Télécommunications ou les services de voirie, la grève a été totale. Elle a été suivie plus inégalement dans d'autres secteurs de la fonction publique comme l'enseignement. Là, la grève est évaluée quand même à plus de 50%. Pas un journal n'a paru et la télévision fonctionnait en service minimum. Le commerce et l'artisanat ont été très largement touchés. La grande majorité des boutiques et des ateliers sont restés fermés. De l'aveu même des commentateurs de la télévision, les rues présentaient toutes les caractéristiques d'un dimanche.

La grève a suscité beaucoup de hargne chez les adversaires des travailleurs : un gréviste a été tué à Burgos. Un automobiliste a foncé sur un piquet de grève, écrasant un militant UGT. La police a aussitôt affirmé que le conducteur était ivre, ce que des témoins démentent. Ce qui est sûr, c'est qu'il a été remis en liberté et que son acte est révélateur du climat de rage qui a été entretenu parmi les bourgeois et les petits bourgeois contre les piquets de grève.

Le soir même de la journée de grève, ou dans le cas de Madrid le lendemain, des manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes d'Espagne. A chaque fois, elles ont rassemblé beaucoup de monde, en général le double de celles, déjà considérées comme massives, de novembre dernier. On parle de 40 000 au lieu de 20 000 en novembre à Séville ; de plus de 100 000 à Madrid.

Face à cette mobilisation, le gouvernement a voulu montrer sa fermeté. Cela s'est traduit le jour de la grève par un impressionnant déploiement de forces policières. On parle de 134 000 policiers mobilisés dans tout le pays. Madrid avait des allures de ville en état de siège. La police chargeait brusquement et très violemment les piquets et se retirait rapidement, embarquant les grévistes qu'elle avait pu attraper. Il y a eu 169 arrestations dont seulement 81 avaient été remis en liberté le lendemain. A Malaga, les flics ont sorti leurs armes et tiré en l'air devant la charge des grévistes qui avaient débordé le cordon syndical. Aux Asturies, la police a occupé le siège des syndicats UGT et CCOO ; il y a eu quelques barricades. A Madrid, le soir du 27, des grévistes cheminots sont venus manifester devant un commissariat pour récupérer plusieurs de leurs camarades arrêtés. Après la libération des cheminots, des policiers leur ont confié que *"jamais depuis Franco, ils n'avaient reçu d'instructions aussi dures"*.

Devant cette détermination gouvernementale, les directions syndicales se sont efforcées de calmer celle des travailleurs. En Espagne, dans une telle grève générale, des dizaines de milliers de travailleurs se mobilisent dans tout le pays, dès minuit, pour participer aux piquets de grève. Il y a des piquets devant les entreprises, qui parfois y campent la nuit précédente. Il y a des piquets de quartier et des piquets "centraux" ou "volants" qui se déplacent dans la ville aux points névralgiques de la grève.

En fait, cette fois-ci, contrairement à ce qui s'était passé lors de la grève du 14 décembre 1988, les dirigeants syndicaux ont surtout veillé à ce que les piquets se cantonnent le plus souvent à un rôle symbolique. Le gouvernement a agité la menace d'une nouvelle loi réglementant le droit de grève et les syndicats se sont efforcés de rester dans la légalité. Des débordements, il y en a eu quelques-uns, mais dans l'ensemble les travailleurs n'ont pas été au-delà de ce que souhaitaient les syndicats.

Par contre, du côté des dirigeants syndicaux, on s'efforçait de baisser le ton. A leur conférence de presse, Gutierrez et Redondo, dirigeants respectifs des Commissions Ouvrières et de l'UGT, ont déclaré : *"Il faut canaliser la grève, comme dans n'importe quel*

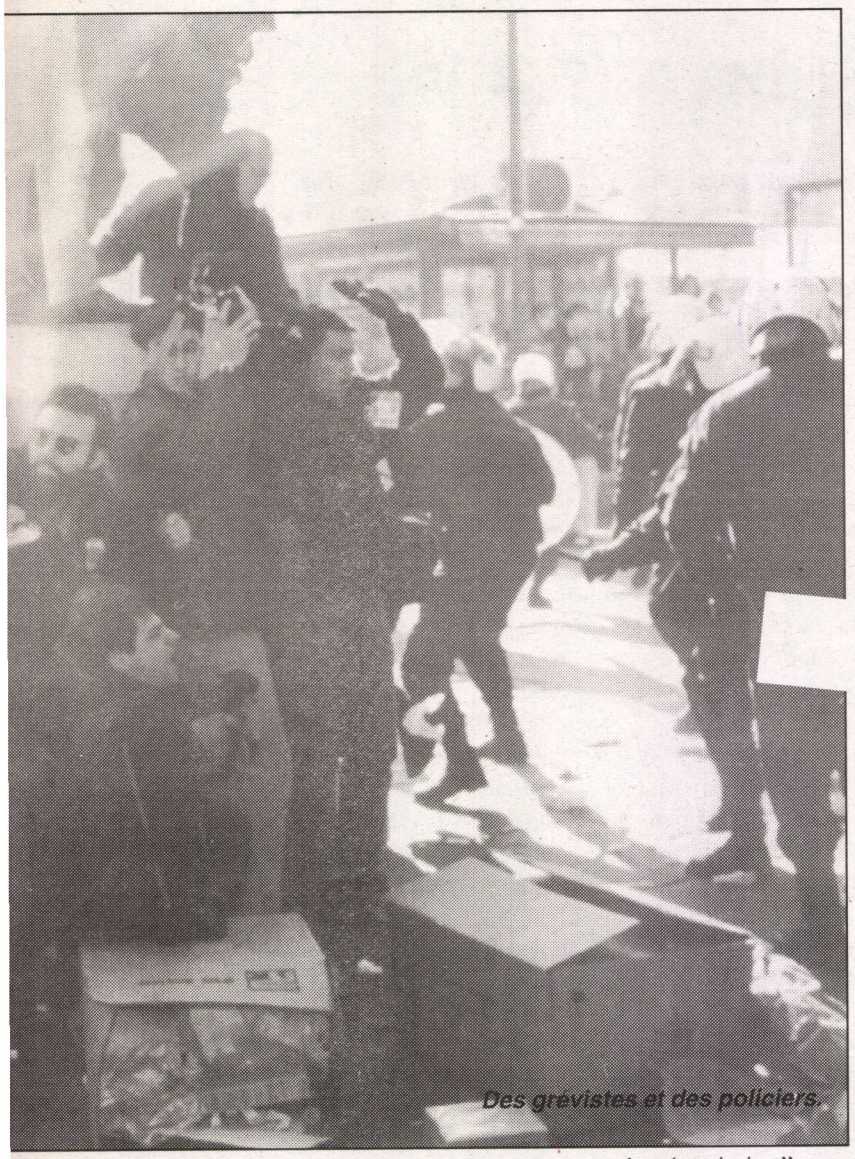
COMMENT LES SYNDICA... À RECULONS, VERS LA GR...

Cette grève générale du 27 janvier en Espagne était convoquée par l'ensemble des syndicats. Elle était dirigée contre une loi réformant le droit du travail et une série de mesures anti-ouvrières que le gouvernement avait fait adopter fin décembre.

Cette loi vise à rendre "flexible" le marché du travail. C'est-à-dire à supprimer la plupart des barrières légales qui peuvent freiner les patrons lorsqu'ils souhaitent licencier, modifier les horaires et les salaires, ou embaucher à des conditions précaires. Cette loi, ouvertement dictée par le patronat, a été adoptée par 90% des députés. Tous les groupes parlementaires, du PSOE au Parti Populaire (droite), en passant par les nationalistes catalans de CIU ou basques du PNV, ont voté pour. Seul le groupe d'Izquierda Unida (la coalition groupée autour du PCE) a voté contre.

Si Commissions Ouvrières et UGT, les deux syndicats majoritaires, ont finalement appelé à une journée de grève générale, ils n'ont rien fait pour que cette grève prenne l'allure d'une contre-offensive de la classe ouvrière. Au contraire, c'est quasiment à reculons qu'ils ont marché vers cette grève.

L'été dernier, quand le gouvernement a annoncé ses intentions, les dirigeants syndicaux estimaient la grève générale "impossible". Ils se sont laissé balader de réunions en réunions par le gouvernement pendant tout l'auto... nir. En novemb... organisé des ... tout le pays, les ... test. Test prob... ont participé ... dicats ont alo... générale pour... repoussée po... *chance*" au g... cier. Enfin, c... ne faisait ... effrayé et cla... pas une virg... annoncé un... rale pour l... mois après ... mesures ... que bon no... quent dès ...



Des grévistes et des policiers.

pays démocratique, en négociant". Gutierrez ajoutant pour ceux qui n'auraient pas compris : *"Ce serait une immense erreur de croire que les problèmes des travailleurs se résoudront par un bras de fer populaire* (avec le gouvernement et les patrons) *pour voir qui cède le premier"*.

Les syndicats font comme si la classe ouvrière avait dit son dernier mot en matière de lutte. Voilà ce qu'ils comptent faire d'une grève massive : "solliciter un rendez-vous" et "demander que s'ouvre un processus de négociation".

Mais les patrons et le gouvernement, eux, n'ont pas l'intention de marquer une pause dans leurs attaques anti-ouvrières. Et il n'est pas dit que les dizaines de milliers de militants ouvriers qui se sont mobilisés, les centaines de milliers de travailleurs qui ont manifesté et les millions de salariés qui ont fait grève attendront tous, l'arme au pied, que les dirigeants syndicaux veuillent bien les appeler de nouveau à lutter.

...ATS ONT ÉTÉ, ...ÈVE GÉNÉRALE

...nne, sans rien obte-
...re, les syndicats ont
...manifestations dans
...présentant comme un
...nt, les travailleurs y
...massivement. Les syn-
...s annoncé une grève
... décembre, puis l'ont
...r *"laisser encore une*
...ouvernement de négo-
...mme le gouvernement
...ême pas mine d'être
...mait qu'il ne changerait
...le de son projet, ils ont
... journée de grève géné-
... 27 janvier. Plus de six
...a première annonce des
...ouvernementales, alors
...nbre d'entre elles s'appli-
...e 1er janvier 1994.

Nicolas Redondo, le dirigeant de l'UGT, donnait le ton dès l'annonce de la grève : *"Nous voulons une grève large et civilisée. Nous la convoquons parce que nous y sommes obligés, sans aucune joie"*.

Les syndicats espagnols ont déjà organisé trois journées de grève générale depuis que Felipe Gonzalez et les socialistes sont au gouvernement. Aucune, même pas celle massivement réussie du 14 décembre 1988, n'a suffi à faire céder le patronat et le gouvernement. Telle qu'elle a été prévue et préparée par les syndicats, la grève du 27 janvier n'a été qu'une journée de démonstration symbolique de plus. Mais heureusement cela ne dépend pas que de la volonté des dirigeants syndicaux.

Allemagne

"GRÈVES D'AVERTISSEMENT" DANS L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Arc.

À Neckarsulm, des milliers de métallos ont manifesté, de l'entreprise Audi (la plus grosse usine de motos du monde) au centre ville, à l'appel de l'IG Metall.

Le lundi 31 janvier au matin, ont commencé des "grèves d'avertissement" dans la métallurgie allemande. Le syndicat IG Metall, pour qui cette première offensive est une étape traditionnelle dans ses négociations avec les patrons de la branche, se félicite du succès.

Selon lui, 60 000 métallos de différentes entreprises et régions auraient débrayé, pour quelques heures ou une demi-journée, souvent avec manifestations et rassemblements communs de diverses entreprises, selon un scénario écrit jusqu'au moindre détail par l'appareil syndical.

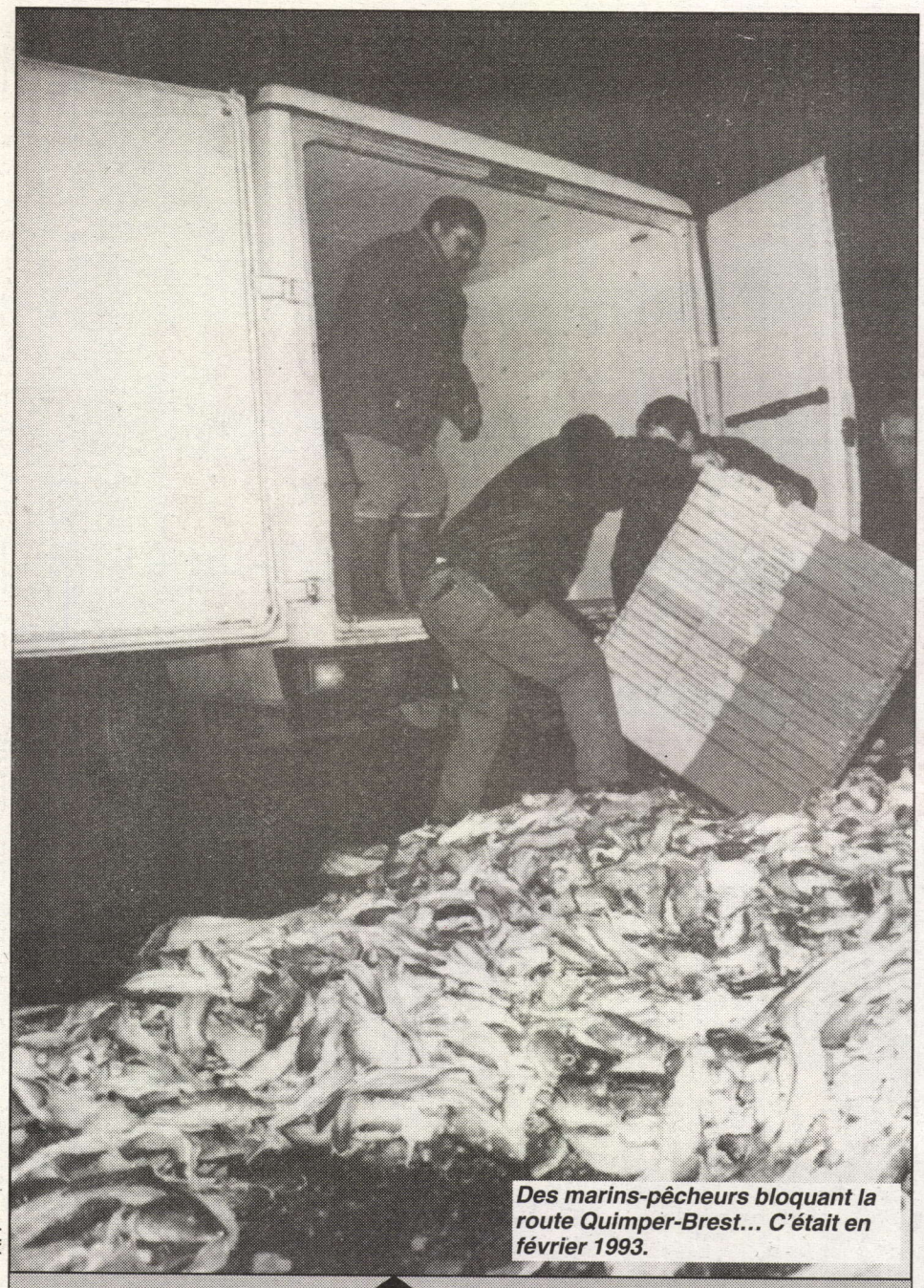
En Bavière, selon les syndicats, 35 000 métallos de 80 entreprises ont participé à ces grèves, en particulier les 20 000 travailleurs des diverses entreprises BMW (le trust qui affiche des succès boursiers croissants et rachète le constructeur britannique Rover). Dans le Bade-Wurtemberg, à Neckarsulm, les milliers de salariés de la firme Audi ont largement débrayé, et à Stuttgart, chez Mercedes, le syndicat a inauguré une tactique "nouvelle et subtile" : une grève des seuls ouvriers de peinture, au nombre de 400, avec comme slogan : *"Imaginez un peu, on fabriquerait tous des voitures, mais on ne les peindrait pas !"*. Les métallos de la partie ouest de Berlin ont aussi été appelés à des débrayages et à une manifestation, ainsi que ceux de la Ruhr, de la Sarre et de Basse-Saxe. Mais chacun selon de strictes prescriptions syndicales de lieu et de durée.

Cela dit, la participation à cette première journée de grève a largement exprimé le mécontentement et l'amertume des travailleurs. Cette année, le monde patronal affirme avec intransigeance, non seulement qu'il ne veut pas accepter les pourtant maigres 5 à 6% d'augmentations générales revendiquées par les dirigeants syndicaux, mais qu'il veut diminuer les salaires de 10 à 15%. En particulier en supprimant tout ou partie de différentes primes, dont la "prime de vacances". En réduisant les horaires, avec perte correspondante de salaires, sous prétexte d'éviter des licenciements, ou en les augmentant, selon ce qui l'arrangerait.

Ces négociations se déroulent dans un contexte de détérioration de la situation de l'emploi. Les travailleurs sont évidemment préoccupés et de plus en plus lésés par l'augmentation du nombre des chômeurs (3,5 millions au total dans le pays), par les "restructurations" qui jettent sur le pavé des dizaines de milliers d'entre eux chaque mois. Le patronat n'en finit pas d'affirmer que le "site industriel Allemagne" est condamné à terme à la disparition si ses coûts ne diminuent pas, c'est-à-dire si la classe ouvrière ne consent pas à davantage de sacrifices. Il vient de rappeler que plus de 600 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie métallurgique et électronique depuis le printemps 1991. Pour les patrons, parler de l'emploi est une façon de ne pas parler des salaires. Et les leaders syndicaux jouent le jeu, en affirmant que l'essentiel, en effet, est bien de préserver les emplois. La presse est pleine de leurs déclarations en faveur d'une bonne et rapide négociation.

La classe ouvrière n'a pas grand-chose à attendre des directions syndicales. Mais les métallos et les travailleurs des autres secteurs et branches, en particulier ceux de la fonction publique engagés aussi dans des négociations conflictuelles, pourraient bien ne pas faire grève seulement là où on leur dit de le faire, et avec pour seuls objectifs, des compromis favorables aux patrons.

Michelle VERDIER



AFP

Des marins-pêcheurs bloquant la route Quimper-Brest… C'était en février 1993.

LES PÊCHEURS SE MOBILISENT

De nouveau, un vent de colère souffle chez les marins-pêcheurs. Le 28 janvier, environ 600 d'entre eux, venus de Bretagne et de Vendée, se sont réunis au Guilvinec pour protester contre la chute des cours des poissons. Un appel à l'arrêt total de la pêche, artisanale comme semi-industrielle et industrielle, a été lancé et tous les bateaux devraient donc rester à quai jusqu'à nouvel ordre. Mardi 1er février, des affrontements ont opposé pêcheurs et CRS à Lorient, où les manifestants se sont attaqués à des entrepôts frigorifiques et au commissariat. C'est dans la région Le Guilvinec-Douarnenez-Concarneau, où l'activité représente 11 000 emplois, que la colère est la plus vive. C'était déjà le cœur de la révolte de l'an dernier.

Tout comme en avril 1993, les pêcheurs se plaignent de ne plus réussir à faire face à leurs frais avec le produit de la vente de leur pêche. Il leur manquerait *"trois francs par kilo en moyenne pour rentabiliser les bateaux"*, déclarent leurs porte-parole. Et, tout comme l'an dernier, ils avancent l'idée d'une subvention renforcée de la part du gouvernement pour compenser les pertes mensuelles, directement liées aux accords passés dans le cadre de la CEE. S'il soutient les cours de la viande de porc, l'Etat peut bien payer *"la différence entre le prix du poisson et le prix de la rentabilité"*, c'est-à-dire les trois francs par kilo, déclarent les pêcheurs. Outre cette compensation financière, les pêcheurs réclament un allègement des charges sociales et des taxes portuaires, la possibilité de renégocier leurs prêts ou d'allonger les remboursements, une diminution du prix du gazole. Enfin, rejoints en particulier sur ce point par les armateurs (industriels ou semi-industriels) de Concarneau et de Lorient, les pêcheurs s'élèvent contre les importations de poissons de pays de l'Est, comme la Russie, les pays Baltes, etc. Ces importations – moins chères parce que là-bas la main-d'œuvre est encore moins payée qu'ici – sont désignées comme les responsables de leurs difficultés grandissantes. Tout comme en avril dernier, là aussi. Et pourtant, importations ou pas des pays de l'Est, les sociétés agro-alimentaires, les mareyeurs et les gros armateurs réussissent toujours à maintenir leurs profits.

Voilà qui explique pourquoi, alors que le cours du poisson est au plus bas et n'arrive pas à compenser les frais des pêcheurs, les prix restent exorbitants pour les consommateurs.

Cela semble paradoxal, illogique... Mais c'est la logique du marché, celle des capitalistes. Cela révolte les pêcheurs, et on les comprend !

L.P.

Renault-Le Mans

DÉBRAYAGE POUR L'EMPLOI

L'usine Renault du Mans, qui compte actuellement 5 200 salariés, se divise en deux secteurs : l'Automobile et Renault Agriculture, autrement dit le secteur qui produit les tracteurs.

Lundi 17 janvier, la direction Renault Agriculture annonçait un projet d'accord industriel avec deux autres constructeurs, Massey Fergusson et John Deere. Cet accord concerne la fourniture de transmissions et de moteurs à l'usine du Mans.

Selon la direction, cet accord, du fait de la baisse du marché du tracteur, devrait permettre d'éviter la perte de 235 emplois au Mans à l'horizon 1998. Les syndicats, notamment la CGT, rétorquent que cet accord non seulement ne garantit rien, mais au contraire programme la perte de plus de 100 emplois rapidement (à l'Usinage et à l'Assemblage transmission gamme haute).

Mais ce problème bien réel et les inquiétudes bien légitimes des travailleurs de Renault Agriculture concernant leur emploi et leur avenir – car la direction n'en est pas son coup d'essai concernant "le Tracteur" – ont amené la CGT à développer une série d'arguments nationalistes :

- *"coup de poignard contre le tracteur Renault"*,
- *"le tracteur Renault dans les mains des Américains"*,
- *"soumission à Massey Fergusson"*,
- *"défendre le tracteur Renault"*.

La direction de son côté a sorti des tracts, organisé des réunions et même discuté individuellement avec les travailleurs du Tracteur pour tenter de convaincre du bien-fondé de son action.

Pendant une semaine ça a été une bataille de chiffres et d'arguments économiques d'un côté comme de l'autre. Le mercredi 26 janvier, la CGT avec la CFDT et FO a appelé à deux heures de débrayage pour la défense de l'emploi, tant au Tracteur qu'à l'Automobile. Car l'Automobile n'est pas épargnée elle aussi : pas un jour sans que la direction ne parle d'augmenter la productivité, de baisser les coûts, d'être moins cher que les concurrents. Dans l'entreprise, 298 nouvelles suppressions d'emplois sont prévues cette année, ce qui fera passer les effectifs à 4 900 salariés fin 1994. Du coup, le débrayage de mercredi a été bien suivi, près de 50 % de participants d'après la direction. Nous avons été ainsi plus de 2 000 à cesser le travail sur la journée (nuit et équipes).

La direction continue à planifier des suppressions d'emplois, mais le mécontentement grandit parmi les travailleurs du Mans. Et cet argument-là, celui de la lutte des travailleurs, sera bien plus convaincant que tous les chiffres relatifs à la façon dont la direction gère son entreprise.

Correspondant LO

MET-Communication Massy (91)

APRÈS PLUS DE DEUX SEMAINES DE GRÈVE, LA REPRISE...

Après plus de deux semaines de grève totale reconductible chaque jour en assemblée générale (voir *LO* de la semaine dernière), nous avons décidé de reprendre le travail par 106 voix, contre 57 qui souhaitaient continuer la lutte.

Il faut dire que depuis vendredi dernier, même si les grévistes avaient la sympathie de ceux qui, tout en restant à leur poste, ne travaillaient pas pour autant, l'ambiance avait baissé. *Le Parisien* et *RTL* avaient contribué à faire connaître à l'extérieur nos revendications : 5% d'augmentation avec 700 F de plancher minimum et le respect de l'horaire légal de 38 h 30 par semaine.

Mais lundi, nous n'étions plus qu'un carré d'une centaine à vouloir continuer la grève, face aux dernières propositions méprisantes de la direction.

Pas question, avait-elle fait savoir, de revenir sur les 3,5% (augmentation générale et augmentations individuelles confondues). Seule la répartition était différente.

C'est donc là-dessus que la grève s'est terminée. Mais quand nous sommes allés, à 150, annoncer notre décision à la direction, nous avons mis le paiement des heures de grève comme condition à la reprise, faisant valoir qu'avec les quelque 80 000 heures "écrêtées" l'an dernier, 80 000 heures purement et simplement escamotées, nous avions largement payé notre grève !

La direction a fini par proposer de ne prendre en compte que six jours de grève, qui nous seraient retenus en trois fois.

Nous n'avons pas gagné, mais la direction, malgré tout, y perd beaucoup plus qu'elle ne le croit. Une partie importante d'entre nous n'avaient jamais fait grève. C'était notamment le cas d'une bonne partie du bataillon de jeunes ingénieurs du Technique, qui ne s'étaient jamais heurté de cette façon au patron. Maintenant, les choses sont plus claires ! Nous nous sommes fait respecter. C'est déjà beaucoup !

Les "chers collaborateurs" ne sont plus prêts à collaborer. Ils restent au contraire persuadés que la voie choisie était la bonne pour se défendre et se faire respecter.

Correspondant LO

France-Telecom

UNE JOURNÉE D'ACTION MAL PRÉPARÉE

Manifestation d'employés de France-Telecom à Paris le 25 janvier. AFP

Les agents des Télécoms de Haute-Normandie ont repris le travail après 14 jours de grève fort active avec occupation de la direction régionale, séquestration du directeur, manifestations y compris à Paris, actions spectaculaires comme la mise à disposition de la population de téléphones gratuits à Rouen et au Havre... Ils ont obtenu le paiement d'une dizaine de jours de grève mais rien sur les classifications.

C'est en effet suite à la réception des dossiers de classifications que la grève a été déclenchée contre l'application de la réforme Quilès-Longuet. Et dans bien d'autres régions, des mouvements de protestation ont eu lieu : grèves de 24 heures et manifestations ont été organisées région par région, échelonnées entre le 20 janvier et le 1er février. Mais les grévistes de Haute-Normandie sont finalement restés isolés. Pourtant, à la fin de la manifestation parisienne du 25 janvier, les agents des Télécoms avaient demandé aux fédérations syndicales d'organiser une manifestation nationale à Paris pour permettre de faire converger les mécontentements et renforcer le mouvement. Mais celles-ci s'y sont finalement refusées.

FO et la CFDT, ne remettant pas en cause la réforme et se contentant de demander *"de meilleures classifications"*, ne veulent pas lancer un appel national contre la réforme.

La CGT, malgré la demande de plusieurs sections et organisations départementales, se refuse à appeler à un mouvement unifié sur les Télécoms sous prétexte qu'il faudrait... étendre le mouvement à la Poste ! Et elle envoie des petits groupes de militants des Télécoms s'adresser aux postiers pour qu'ils constatent eux-mêmes... que le climat n'y est pas (sic !).

La CGT propose finalement aux agents des Télécoms et aux postiers une "convergence nationale d'actions", le 3 février 1994, mais elle *"n'a pas déposé et ne déposera pas de préavis national"* sous prétexte que *"le préavis fait partie d'un arsenal antigrève.* (...) *Il faut le faire sauter"* !

Très radicale en parole, la CGT s'est donc refusée elle aussi a faire ce que les agents des Télécoms souhaitant renforcer leur mouvement lui demandaient.

Quant à SUD qui, lui, a certes bien déposé un préavis de grève nationale pour le 3 février, il n'appelle plus à faire grève ce jour-la, et s'emploie surtout à polémiquer contre les autres fédérations !

C'est dire que la mobilisation du 3 février ne se prépare pas dans les meilleures conditions, les rivalités syndicales étant aiguisées par la perspective des élections aux commissions paritaires qui ont lieu cette année et déterminent la représentativité respective des différentes fédérations. Pourtant le mécontentement du personnel des Télécoms est réel.

Correspondant LO

ÇA BOUGE À MONTPELLIER

Au CCL (Centre de Construction des Lignes) et juste à côté, au CIC (Centre d'Intervention et de Communication) où nous sommes plus de 300, nous sommes en lutte contre la réforme Quilès depuis presque 15 jours.

Le mouvement a commencé mercredi 19 janvier, après une heure d'information syndicale CGT. Les 80 participants ont décidé de monter chez le directeur, après un tour dans les services pour entraîner d'autres collègues. Nous étions 150 à lui affirmer notre opposition à la réforme. Une manifestation régionale fut décidée pour le vendredi 21.

Ce jour-là, nous étions une centaine des CCL à y participer et, avec les véhicules bleus qui formaient un bruyant cortège de 500 mètres de long, c'était assez spectaculaire. Sur place, avec les collègues venus des autres centres, nous nous retrouvions à environ 500. Le directeur s'est senti obligé de venir nous rassurer sur notre avenir.

Depuis, tous les matins, nous nous réunissons en assemblée générale devant les CCL. Une manifestation régionale a eu lieu, le mardi 1er février. Plus de 350 agents des Télécoms de toute la région (Alès, Nîmes, Béziers et Montpellier) se sont retrouvés à la direction des Télécoms. Le hall a été envahi par les grévistes et le directeur est venu s'expliquer sur sa conception de la réforme.

Devant les mauvais arguments, la réponse a été scandée en chœur par tous les grévistes : *"A bas la réforme !"*. Les grévistes ont ensuite manifesté jusqu'à la Préfecture, et l'idée d'une manifestation centrale à Paris de tous les travailleurs des Télécoms prend de plus en plus corps.

Correspondant LO

LE MOUVEMENT EN POITOU-CHARENTES

En Poitou-Charentes aussi, la notification des nouvelles classifications (en fonction des postes de travail) arrive dans les services. La grande majorité a l'impression d'être bafouée, d'autant plus que la mise en place des classifications avait été présentée par la direction comme la "reconnaissance" du travail de chacun. Si certains en attendaient quelque chose, chez le plus grand nombre, c'est surtout le sentiment d'être méprisé qui domine, puisque les niveaux de classification proposés sont dans bien des cas inférieurs aux grilles de salaires actuelles. De plus, les nouvelles règles de gestion (que la direction nomme *"le volet social de la réforme"*, et qui visent à faire fonctionner France Télécom avec un minimum de personnel, donc en faisant des pressions plus grandes sur chacun) vont s'appliquer à tous.

Les agents du Centre de Construction des Lignes de Saintes ont souhaité un préavis de grève pour l'ensemble des agents des lignes de la région. La CGT a élargi ce préavis à tous les services, pour le lundi 24 janvier.

Ce jour-là, un rassemblement était organisé à la direction régionale de Poitiers, à l'appel de la CGT et de SUD.

Environ 400 agents venus en car des quatre départements de la région étaient présents sous les fenêtres du directeur régional, et nous avons décidé d'aller le chercher pour qu'il s'explique. Face à ses hésitations devant la délégation chargée de le faire descendre, l'ensemble du personnel présent commençait à monter dans les étages, aux cris de *"En bas, en bas"*. Il a fini par s'y plier et sur la pelouse l'ambiance était chaude. Il a dû faire face pendant plus d'une heure et demie aux multiples questions des agents, contents d'être là pour lui dire ses quatre vérités.

Mais maintenant ici aussi, la question qui se pose est celle de la nécessité d'un mouvement national rapide, et ce qu'on a pu dire au directeur régional, c'est au ministre qu'on aimerait le dire.

Dans notre courrier

COMMUNIQUÉ DES PARENTS D'ÉLÈVES ET ENSEIGNANTS DE L'ÉCOLE PAUL LANGEVIN À IVRY-SUR-SEINE

Une fois encore notre école est menacée de fermetures de classe à la rentrée prochaine. Nous ne pouvons accepter cette décision administrative qui conduit à une nouvelle dégradation des conditions d'accueil de nos enfants et nous exigeons pour l'école publique les moyens nécessaires pour un enseignement de qualité.

Afin de nous faire entendre, nous avons décidé :

- **d'occuper les locaux,**
- **d'organiser une journée déserte,**
- **et une manifestation à l'Inspection Académique de Créteil le 3 février.**

Nous restons déterminés à poursuivre notre mouvement jusqu'à la satisfaction de nos légitimes revendications.

CHR de Rennes

LE PERSONNEL SE MOBILISE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Comme dans tous les hôpitaux, le budget du CHR de Rennes est nettement insuffisant. La direction elle-même dit qu'il fallait au minimum une augmentation budgétaire de 2 % pour 1994, alors qu'il n'a été accordé que 1,3 %.

Cette limitation des crédits a pour but, ouvertement déclaré par le gouvernement, de réduire les dépenses de santé en "*diminuant l'offre de soins*". Les hôpitaux doivent donc limiter les possibilités qu'a la population de se soigner.

Au CHR de Rennes, une économie de 10,9 millions de francs devrait être réalisée sur les dépenses médicales et pharmaceutiques, soit une baisse de 1,8 % par rapport aux dépenses de 1993 qui étaient loin de répondre aux besoins !

Dans le secteur des personnes âgées, cette diminution des crédits atteint même 3 %. Ce qui n'empêche pas Balladur de déclarer que les économies réalisées grâce aux fermetures de lits dans les hôpitaux serviront pour répondre aux besoins criants concernant les personnes âgées !

Concernant le personnel, la direction a annoncé, le 20 janvier, différentes mesures d'austérité portant sur les remplacements, les congés annuels, le rythme des avancements de carrière et les temps partiels.

En réponse à ces attaques, 220 personnes ont participé à l'assemblée générale appelée, mardi 25 janvier, par l'intersyndicale, qui s'est terminée par une manifestation à la direction. Les directeurs étant absents, rendez-vous a été pris pour le lundi suivant. Là, il y avait 400 personnes qui ont manifesté autour de la salle où étaient reçus les syndicats et qui ont fini par envahir la salle de réunion. Le directeur général, qui ne "*voulait pas négocier sous la contrainte*", a pourtant entendu quelques vérités sur les conditions de travail du personnel et les conditions de soins aux hospitalisés.

Le ras-le-bol est général et les dernières restrictions font l'effet de la goutte qui fait déborder le vase. Et malgré l'opposition de plusieurs syndicats qui disent que "*la grève rapporte à l'hôpital*", l'idée qu'il faudrait frapper fort et faire grève fait son chemin.

Correspondant LO

Hôpital Michallon (Grenoble)

DE SORDIDES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES PLUS DÉMUNIS

A l'hôpital Michallon (le grand hôpital de l'agglomération grenobloise), c'est le mot économie qui est à l'ordre du jour, comme dans les autres hôpitaux.

Un premier plan, qui comprenait des suppressions de lits et de postes, des diminutions de rémunération des astreintes, des heures supplémentaires et des gardes, n'a pas suffi à la direction. Un deuxième plan d'économies a été décidé, qui prévoit, entre autres, que les congés maternité ne seront plus systématiquement remplacés. De même les personnes en contrat à durée déterminée qui seront malades trop longtemps verront leur contrat rompu : cela s'est déjà produit. Par ailleurs, un service d'orthopédie serait fermé.

Mais le comble est la suppression du pavillon Brenier, prévue pour les années à venir. C'est un pavillon de 110 lits qui accueille en long séjour des personnes grabataires, incapables de s'assumer seules et qui, pour la plupart, finiront leur vie dans le service. Ce sont des personnes âgées pour l'essentiel, mais aussi des gens plus jeunes qui sont atteints de maladies gravement handicapantes (sclérose en plaques, tumeur cérébrale...).

L'annonce de cette fermeture a scandalisé le personnel et les familles. En effet, ce pavillon est un endroit où des progrès considérables ont été faits à tous les niveaux. Les personnes sont bien soignées et bien prises en charge sur le plan humain, malgré un travail difficile et le manque de personnel.

La direction propose aux familles de reloger les malades dans d'autres structures privées ou publiques, parfois assez éloignées de Grenoble. Mais un tel transfert est révoltant, car il va perturber gravement un équilibre durement acquis par les malades dans ce service.

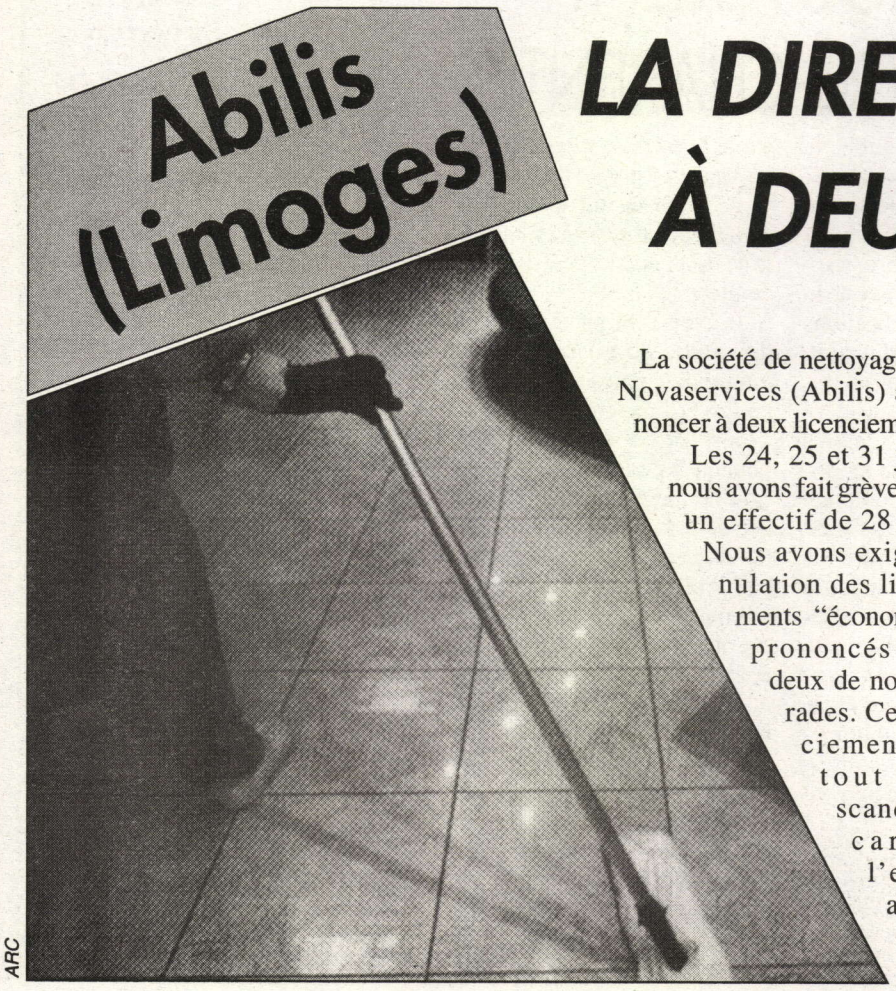
La direction rassure les membres du personnel, en promettant qu'ils seront recasés dans d'autres services. Mais le personnel est attaché au travail dans ce service et aux malades avec qui des liens se sont créés. Et que deviendront les personnes en CDD ?

Pour justifier cette fermeture, la direction affirme, avec cynisme, que l'hôpital n'a pas les moyens de faire tourner des services de long séjour, que cela coûte trop cher ! Les familles payent chacune environ 10 000 F par mois. Mais, pour la direction de l'hôpital, ce n'est pas encore assez ! Elle veut donc, pour de sordides questions de choix budgétaire, se débarrasser d'un service de long séjour assurant une fonction sociale indispensable. Mais les familles (qui se sont groupées en collectif) et le personnel sont bien décidés à ne pas laisser passer cette mesure. Pour commencer le collectif est intervenu, avec l'appui du personnel, pour dénoncer ce scandale dans les médias locaux. Tout le monde est décidé à faire revenir la direction sur cette mesure. Affaire à suivre...

Correspondant LO

Abilis (Limoges)

LA DIRECTION DOIT RENONCER À DEUX LICENCIEMENTS



ARC

La société de nettoyage SNCF Novaservices (Abilis) a dû renoncer à deux licenciements.

Les 24, 25 et 31 janvier, nous avons fait grève à 26 sur un effectif de 28 agents. Nous avons exigé l'annulation des licenciements "économiques" prononcés contre deux de nos camarades. Ces licenciements sont tout à fait scandaleux, car avec l'effectif actuel, nous avons du mal à effectuer tout le travail que nous avons à faire, sans compter qu'en juillet, il y aura deux départs en retraite !

Depuis trois ans que la société Abilis a repris le chantier de nettoyage, le personnel n'a pas cessé de diminuer.

En mai 1992, nous avons fait un mois de grève pour tenter d'obtenir de meilleures conditions de vie et de salaire. Les cadences de travail imposées sont très dures à tenir, nous manquons de gants, les conditions d'hygiène et de sécurité sont souvent bafouées. De plus, nous constatons fréquemment des erreurs sur nos fiches de paye !

La SNCF dégage en touche, et le directeur du personnel interrogé dit : "*Nous n'y sommes pour rien*". Pourtant, c'est bien pour la SNCF que nous travaillons ! Et pendant que la direction du personnel prétendait ne rien pouvoir faire pour résoudre ce conflit, d'autres responsables SNCF demandaient à des cheminots d'effectuer le travail du personnel gréviste... !

Le 31, nous étions tous sous les fenêtres de la direction d'Abilis, et nous avons exigé fermement le retrait des licenciements, en criant notre ras-le-bol. Finalement, le responsable local d'Abilis a annoncé le retrait des licenciements. Cependant, il propose une mesure de chômage partiel de 7 h 50 par mois, pendant trois mois, par ouvrier, sans perte de salaire.

Mais nous savons tous que si les licenciements ont été annulés, c'est grâce à notre lutte et à notre solidarité.

Correspondant LO

SNECMA Gennevilliers (92)

CONTRE LA FLEXIBILITÉ LES TRAVAILLEURS INFLEXIBLES

La direction générale de la SNECMA envisage depuis le début 1994 de "négocier" la flexibilité dans tous les centres. S'appuyant sur la loi quinquennale de Balladur, elle propose aux salariés une réduction du temps de travail de deux heures hebdomadaires, mais pas intégralement compensée. Cette flexibilité devrait être appliquée différemment d'un centre à l'autre, d'un secteur à l'autre.

A Gennevilliers, ce projet a été perçu comme une provocation dans les secteurs Productions et a entraîné pas mal d'émoi dans les bureaux. D'autant que la direction avait sorti fin 1993 un quatrième plan "social" avec 750 suppressions de postes sur l'ensemble du groupe dont 108 pour le centre de Gennevilliers. Ce plan est déjà en cours d'application mais aujourd'hui la direction veut aller plus loin.

La CGT a organisé des réunions dans la semaine du 17 au 24 janvier. La participation a été au niveau de l'inquiétude provoquée. Beaucoup disaient : *"On a assez donné !"* ou : *"S'ils veulent une RTT (réduction du temps de travail), c'est sans contrepartie"* ; ou encore : *"On n'accepte pas que deux heures en moins par semaine, cela se traduise par des 4 x 9 ou des 5 x 8 !"*.

Ainsi, si le projet était mis en application, certains pourraient finir leur journée soit à 0 h 30 en travaillant 4 jours ou faire, selon les semaines, 32 heures ou 40 heures avec des jours à récupérer à la discrétion des hiérarchies. Les récupérations pourraient même se faire les samedis ou, bien sûr, en semaine au gré de la direction.

Le mercredi 26 janvier, un débrayage a eu lieu à l'appel de la CGT et de la CFDT, avec comme objectif d'aller interrompre la réunion des négociations qui avait lieu le matin à 9 heures. Plus de 600 salariés se sont retrouvés pour dire ce qu'ils pensaient des "négociations" et des projets de la direction générale. Des prises de paroles des deux syndicats ont eu lieu et beaucoup étaient satisfaits de l'avertissement donné à la direction locale.

Certains travailleurs faisaient des commentaires sur le nombre de participants au débrayage. *"Cela rappelle 1988"*, disaient certains (la dernière grande grève de la SNECMA). D'autres remarquaient avec satisfaction la présence de nombreux travailleurs qui ne "sortaient" pas habituellement.

Signe que ce débrayage sortait de l'ordinaire : un nombre significatif de travailleurs de l'équipe du soir (qui embauchaient normalement à 14 heures) étaient présents dès 9 heures.

Premier avertissement donné à la direction pour la faire réfléchir.

Correspondant LO

DE RECULADES EN DÉROBADES

Un autre débrayage montre que l'ambiance est chaude à Gennevilliers. Le vendredi 28 au matin, une note de la direction de la Mécanique a provoqué un arrêt de travail quasi instantané. Dans cette note, la SNECMA expliquait que toutes les heures perdues aux portes de l'usine à la suite du conflit des gardiens de LPS (société qui contrôle les entrées et sorties) (Cf. *LO* n° 1330) nécessiteraient une récupération.

La réaction fut immédiate : environ quatre-vingts ouvriers, soit la majorité des secteurs de la Mécanique, s'arrêtaient, exigeant le paiement des heures perdues.

Pendant une demi-heure, devant les bureaux des maîtrises, les travailleurs exprimèrent leurs griefs vis-à-vis de la note et le spécialiste aux questions juridiques fut mis à mal. Pour les gars, la SNECMA était responsable des retards et il n'était pas question de perdre un centime. *"La SNECMA emploie des sociétés extérieures sous-payées. Pas étonnant qu'ils se mettent en grève !"*, soulignaient de nombreux travailleurs.

Les responsables de la Mécanique ne voulant pas entendre raison, à 11 h 45, au moment du repas, nous décidions d'occuper les bureaux des maîtrises et des méthodes afin d'obliger le chef du personnel et le directeur à descendre en Mécanique pour s'expliquer. Au bout d'une heure d'occupation, les quatre-vingts gars présents, las d'attendre, décidaient d'aller interrompre le repas du chef du personnel au restaurant d'entreprise.

Nous le trouvions tranquillement en train de boire son café en compagnie de cadres. Là, devant tous les salariés de la normale, nous le coincions afin qu'il s'explique.

Pour lui, la note donnait les modalités de récupération pour que nous ne perdions pas d'argent. Ce qui provoqua l'hilarité générale et les lazzis tombèrent drus. Le chef du personnel faisait son expérience sur le tas (il n'est pas très ancien sur le centre) et certains d'ailleurs ne se gênaient pas pour lui dire qu'il allait devoir appprendre à nous respecter.

Finalement le chef du personnel acceptait après une demi-heure de "réflexion" de payer toutes les heures perdues. Il lisait une note dans l'atelier devant tout le monde, qui reflétait les contorsions et les reculades de la direction. Elle cédait sur l'essentiel mais disait ne pas vouloir payer l'arrêt de travail de la journée du vendredi. Ce qui était tout de même un comble. Ce fut le tollé. La contestation était relancée et, à 14 h 30, un rassemblement se forma auquel se joignirent des travailleurs de l'équipe du soir. Dans une joyeuse effervescence, un cortège traversa deux ateliers (les Engins et les Forges).

Finalement, la direction recula une nouvelle fois mais pas complètement puisqu'elle décidait de maintenir... une demi-heure de retenue. Question de principe.

Mais il avait suffi de voir la tête décomposée du chef du personnel pour se rendre compte à quel point cette expérience fut pour lui amère et, pour nous, stimulante pour l'avenir.

Correspondant LO

SNECMA Corbeil (91)

LA MAÎTRISE FAIT MARCHE ARRIÈRE

Comme dans bien d'autres entreprises, la direction de la SNECMA fait de la propagande pour une plus grande sécurité. Elle aimerait voir diminuer le nombre d'accidents du travail avec arrêt de travail, comptant faire des économies sur ses cotisations sociales, car leur taux est calculé en fonction du nombre de jours d'arrêts déclarés. Elle a mis au point un programme baptisé "Challenge". La compétition est ouverte entre les secteurs et c'est à qui aura le moins d'accidents du travail avec arrêt. Et il n'est pas rare de voir des chefs, l'épaule en écharpe, l'avant-bras dans le plâtre, présents à leur poste de travail... afin de montrer l'exemple.

Pour "améliorer" ses statistiques, la hiérarchie n'hésite pas à exercer toutes sortes de pressions. Ainsi, quand l'un d'entre nous se blesse, va à l'hôpital et revient à l'usine avec son arrêt de travail, la hiérarchie se fait insistante, lui demande de rester... en formation ou sur un poste allégé, par exemple. Au passage, on souffle à l'oreille du malade qu'il n'est pas nécessaire d'envoyer l'arrêt de travail. Pour peaufiner son scénario, la hiérarchie s'appuie sur l'avis de la médecine du travail qui s'empresse de donner son accord, faisant peu de cas de l'avis du médecin de l'hôpital.

C'est un scénario en tout point identique qui vient de se dérouler dans un secteur de l'usine. Un de nos jeunes camarades de travail, qui venait de se faire recoudre le doigt à l'hôpital, a été "sollicité" par la maîtrise pour qu'il n'envoie pas son arrêt de travail et reste à l'usine. Mais c'était compter sans notre réaction. Unanimes à désapprouver ce type de pression, nous sommes allés à une cinquantaine – tout le secteur sans exception – dire à la hiérarchie et, ensuite, au médecin qui n'était pas fier, ce que nous pensions de telles méthodes. Car nous étions conscients que, si nous laissions faire, cela se reproduirait. Déjà, en décembre dernier, dans un autre secteur, une tentative de ce genre avait été mise en échec.

Correspondant LO

ELM Leblanc Drancy (93)

NE LAISSONS PAS NOS SALAIRES À LA TRAÎNE !

Cette année, à ELM, les négociations salariales ont débuté dès janvier. Les années précédentes, il fallait attendre février, voire mars pour ne ramasser, de toute façon, que des miettes.

L'année 1993 n'a pas été très bénéfique pour nous, travailleurs : 90 francs de rallonge en tout et pour tout, avec un changement de l'horaire de travail qui nous a fait perdre de 100 F à plus de 500 F, selon les secteurs. A cela se sont ajoutés du chômage technique de mars à juillet, ainsi qu'un plan de licenciements concernant une centaine de travailleurs.

Aujourd'hui, il reste un peu moins de 1 200 salariés répartis dans différentes usines de l'entreprise ainsi que dans le SAV (service après-vente). La majorité des ouvriers de l'usine ont des paies qui tournent autour de 6 000 F par mois. Même avec dix ans d'ancienneté, rares sont ceux qui dépassent les 6 500 F mensuels. Il n'est donc pas étonnant que nous ayons eu envie, au moment où les négociations salariales s'annonçaient, de montrer à la direction notre mécontentement.

A l'initiative de la CGT, une quarantaine de travailleurs (sur 130) se réunissaient à l'usine de Repiquet, distante d'un kilomètre de l'usine principale. Le lendemain, de leur côté, une cinquantaine d'ouvrières et ouvriers se réunissaient au Bâtiment H (120 travailleurs au total) de l'usine principale. Les discussions sur l'insuffisance de nos salaires se multipliaient.

La direction annonçait, lors d'une première réunion, qu'elle accordait royalement 100 F d'augmentation au 1er mars, 100 F au 1er septembre avec un passage de la prime annuelle d'assiduité de 1 150 F à 1 300 F (soit 150 F de rallonge), étant bien entendu que, pour toucher cette prime, il ne fallait pas avoir plus de dix jours d'absence dans l'année.

LO

Elle ne s'attendait certes pas à ce que nous lui disions merci pour cette misère. Mais peut-être qu'elle ne s'attendait pas non plus à ce que nous nous retrouvions, le lendemain, à la pause, devant ses portes : à 70 de l'usine principale, puis à plus de cinquante venus de Repiquet. Cela n'était qu'un petit avertissement. Mais le fait est qu'il a été entendu puisqu'à la réunion suivante sur les salaires, la direction déclarait que les 100 F annoncés pour mars seraient sur la paie de février, que ceux annoncés pour septembre seraient sur celle de juin, qu'elle rajouterait 100 F au 1er décembre et qu'elle payait les débrayages qui venaient d'avoir lieu.

Aujourd'hui, les travailleurs disent que ce n'est pas suffisant. Mais chacun a conscience que c'est parce que nous avons bougé que nous avons d'ores et déjà obtenu un peu plus que l'an dernier. Dans le climat actuel, avec le chantage permanent à l'emploi que nous fait la direction d'ELM, c'est plutôt encourageant. Reste à transformer l'essai.

Correspondant LO

Jeumont Schneider (Lyon)

LE CHÔMAGE PARTIEL NE PASSE PAS DU TOUT !

Depuis le début de l'année, la direction a décidé d'imposer des périodes de chômage partiel. Certains travailleurs sont invités à rester chez eux une semaine sur deux... sauf s'ils acceptent d'aller faire leur journée à Grenoble, c'est-à-dire à 100 km. Au début quelques ouvriers ont accepté le voyage mais, maintenant, ils viennent dire que ce n'est pas vivable. La fatigue accrue se voit sur leur visage et, du coup, la direction trouve encore moins de volontaires.

Elle a donc accentué son chantage, en faisant annoncer par la maîtrise d'un atelier d'une quinzaine de bobineurs que, puisqu'il n'y avait pas de volontaires pour Grenoble, la semaine suivante serait chômée. Aussitôt les ouvriers sont partis, entraînant au passage ceux d'un atelier de montage, voir le patron qui, justement, tenait une réunion pour essayer de convaincre une cinquantaine d'autres salariés des difficultés de l'usine. Refusant de parler devant plus de monde que prévu le directeur quittait la salle en disant qu'il y aurait des sanctions car *"c'était une atteinte à sa liberté du travail"* ! Lui qui met les gens au chômage !!!

Et il y aura en effet une lettre d'avertissement pour sanctionner les représentants du personnel, accusés d'avoir *"désorganisé le bon fonctionnement de l'entreprise"* en envahissant une salle de réunion. La direction ne manque vraiment pas d'air !

Le jeudi 27 janvier, les salariés du Bobinage qui devaient chômer appelaient l'ensemble du personnel à débrayer pour retourner interpeller la direction, soutenus par la CGT et la CFDT. Et ce sont près de 300 ouvriers qui envahissaient la salle où se déroulait cette fois la réunion traditionnelle sur les salaires. L'ambiance était chaude et certains apostrophaient le directeur : *"Le car pour Grenoble, vous n'avez qu'à le prendre, vous... et restez-y !"* Le directeur répondait que l'entreprise préférait dépenser des sous en affrétant un car plutôt que d'indemniser les chômeurs... et payer des gens à ne rien faire. De tels propos ne faisaient que rajouter à l'indignation du personnel.

Pour l'heure, la direction s'obstine à vouloir imposer ses mauvais coups... mais les travailleurs n'ont de toute évidence pas dit leur dernier mot !

Correspondant LO

Cézus Chimie (Jarrie - région de Grenoble)

LA PLACE DES ORDURES C'EST LA POUBELLE !

A Cézus-Chimie, la direction a pour la première fois mis par écrit ses propositions *"d'alternative aux mutations proposées par le plan social"*. Pour les éviter, il faut selon elle d'abord que *"le contexte industriel économique soit voisin de celui de 1993"*, avec une production de 1 200 tonnes par an. A partir de là, elle s'engage à ne muter personne jusqu'en 1996. Quelle garantie y a-t-il que la production sera la même dans les années à venir ? Aucune, en supposant même que la direction respecte dans l'avenir ses engagements. Ensuite, elle propose de réduire les horaires de travail de 2 heures 25 par semaine, avec perte de salaire. Pour *"atténuer les conséquences financières de cette mesure"*, elle propose de retirer l'argent non pas sur les salaires de base mensuels, mais sur les augmentations de 1994 à 1995 à venir (soit 3% en moins !). Elle rajoute à cela la suppression d'une prime qui représente aussi 3%. Ce que la direction propose en fait, c'est une ponction de 6% du salaire annuel.

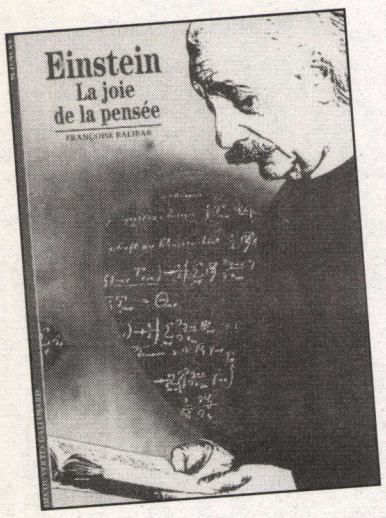
Jeudi 27 janvier, 75 travailleurs se réunissent en assemblée générale et décident d'envahir le bureau du patron. Mais comme celui-ci n'est pas là, ils se rabattent sur le chef du personnel qui, attiré par le bruit, traînait par là... Il s'en est entendu dire des vertes et des pas mûres, y compris qu'il finirait un de ces jours à la poubelle, ce qui a fait virer son teint de fraise des bois à... yaourt nature. Et promesse lui a été faite que les travailleurs reviendraient lundi pour secouer le patron. Et la journée du vendredi a été consacrée à convaincre pour qu'il y ait à cette occasion un maximum de monde.

Le lundi, 81 travailleurs étaient présents à l'assemblée générale. Deux propositions y ont été discutées : l'une de séquestrer le patron et de se mettre en grève ; l'autre de proposer d'aller parler au patron à deux doigts des moustaches pour dire qu'on n'accepterait aucune baisse de salaire et aucune mutation, et que la prochaine fois qu'il convoquerait un travailleur pour lui proposer une mutation, c'est l'usine tout entière qui s'arrêterait pour se retrouver dans son bureau. C'est cette dernière proposition qui a été adoptée.

Tous les travailleurs se sont retrouvés illico dans le bureau du patron. Il s'est fait huer quand il a déclaré que les salaires de l'entreprise n'étaient pas le problème. Les ouvriers ont vidé leur sac. A la sortie, tous étaient prêts à recommencer à la moindre récidive de la direction.

Correspondant LO

Lire



Einstein
La Joie de la pensée
de Françoise Balibar

Ce petit livre récent de la collection Découvertes-Gallimard évoque, en 135 pages richement illustrées, la vie, les idées et l'œuvre scientifique d'Albert Einstein.

L'auteur, Françoise Balibar, physicienne et spécialiste d'Einstein, qui dirige l'édition en français des œuvres choisies de celui-ci, tente dans ce petit livre de faire passer "en douceur" la théorie de la relativité. Ce n'est malgré tout pas si simple, et il y a évidemment des chances pour que ceux qui comprennent le mieux soient ceux... qui avaient déjà compris !

Le livre ne se limite pas aux problèmes de la physique du début du siècle et de ses contradictions, que la théorie de la relativité a permis de dépasser. Il s'achève sur les nouveaux problèmes posés ensuite par la théorie des quanta apparue par la suite. Mais il est aussi un historique de la vie d'Einstein et un rappel sommaire des idées de celui-ci, étudiant supportant mal la discipline des lycées de son époque ; anti-militariste qui adopta un temps la nationalité suisse pour échapper au service militaire en Allemagne, supportant tout aussi mal le nationalisme ; humaniste et pacifiste ; rêvant d'une autorité mondiale qui aurait permis d'éviter les guerres. Einstein nourrit comme beaucoup l'illusion que les scientifiques pouvaient, en tant que tels, jouer un rôle pour imposer une certaine "raison" aux gouvernants.

Les raisonnements d'Einstein étaient certes plus contestables en matière sociale et politique que dans le domaine de la physique ! Ainsi il manifesta sa sympathie pour le sionisme et, en ce qui concerne la religion, s'il apparaît généralement comme un non-croyant, il demeure un certain "flou artistique" sur ce qu'il pensait de l'existence de dieu. Le livre cite une déclaration dans laquelle Einstein déclare que sa conception de dieu est celle du philosophe Spinoza, pour qui dieu c'était la Nature. Même si Spinoza fut pour cela condamné par les rabbins d'alors, c'est un relent de conception divine qui montre qu'il est parfois plus facile de bousculer toutes les croyances admises sur l'univers que de chasser définitivement dieu de sa cervelle.

André VICTOR

ARC

Voir

Le Bateau de mariage
de Jean-Pierre Ameris

Pierre, instituteur d'un petit village français, à l'automne 1940, en zone libre, mène une vie morne quand il rencontre Mauve, tout juste rentrée de Paris.

La pression qui s'exerce sur Pierre pour qu'il défende les valeurs morales traditionnelles que l'école publique doit transmettre est d'autant plus pesante qu'on est sous le régime de Vichy. Face à cette pression, Pierre fait l'effet d'être bien soumis...

Quand un ami instituteur lui propose de signer une pétition pour soutenir certains collègues injustement révoqués, il se défile. Sa précipitation à épouser Mauve laisse perplexe. Est-il vraiment amoureux, ou sa hâte tient-elle au fait qu'être célibataire à 30 ans est mal vu par les inspecteurs pétainistes ?

Mais Mauve le bouscule. Elle ne veut pas, elle, d'une vie faite de mensonges, de monotonie, de soumission. Comme elle le dit dans le film, elle voudrait qu'à sa mort, on puisse dire autre chose d'elle que : *"Elle a bien tenu son ménage, elle a bien élevé ses enfants"*. Elle refuse ce conformisme qui rend l'atmosphère du village étouffante. Significative de cette ambiance où chacun doit rester à sa place, et les pauvres ne pas se mélanger aux "riches", une scène montre comment un jeune écolier, pauvre et renfermé, est battu par d'autres jeunes... parce qu'il a été surpris à discuter avec la fille du maire.

Grâce à Mauve, Pierre se transforme et, finalement, refuse de continuer à gaver les enfants de principes moraux auxquels, au fond de lui-même, il n'a jamais cru. Tant pis si cela fait verdir l'inspecteur, si cela doit le faire révoquer !

Le film égratigne au passage l'école et ce qu'elle véhicule de défense de l'ordre établi et de conformisme. Et il nous montre des gens ordinaires qui apprennent à dire "non" aux pressions de l'opinion publique et des autorités.

Aline RETESSE

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À LILLE

Samedi 5 février à partir de 15 heures

Espace Concorde - Quartier de la Cousinerie rue Carpeaux à Villeneuve d'Ascq.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Grande-Bretagne

Le rachat de Rover par BMW

Arc.

L'usine de Cowley.

EXPLOITATION CAPITALISTE ET PROFITS SE JOUENT DES FRONTIÈRES

Après le rachat du constructeur automobile anglais Rover par son homologue allemand BMW, annoncé le 31 janvier, il ne restera plus d'une industrie automobile anglaise jadis florissante que Rolls Royce, marque prestigieuse sans doute mais économiquement insignifiante. Voilà qui est révélateur de la décadence industrielle de la Grande-Bretagne en même temps d'ailleurs que de la concentration capitaliste croissante en Europe.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que les capitalistes en viennent là le couteau sous la gorge, loin s'en faut.

Une opération financière juteuse

S'il était possible de tirer un bilan précis des innombrables opérations financières plus ou moins secrètes qui ont entouré l'existence de la firme Rover depuis sa privatisation en 1989, il est probable que ce rachat se révélerait être l'une des opérations les plus juteuses de la période.

Il faut en effet rappeler que, lorsque British Aerospace, marchand de canons et constructeur aéronautique anglais, racheta Rover, il y eut bien des remous. Le prix de vente consenti par le gouvernement Thatcher, environ un milliard et demi de francs de l'époque, paraissait en effet bien modeste comparé aux actifs d'une entreprise qui employait alors près de 70 000 salariés. Mais, en plus, l'opération était assortie de toute une série de "cadeaux" : annulation des dettes de l'entreprise envers l'Etat, commandes publiques garanties pendant cinq ans, participation de l'Etat aux investissements pendant deux ans, sans compter des "dessous-de-table" sous forme d'allègements fiscaux dont British Aerospace dut d'ailleurs rembourser une partie suite à un scandale déclenché par les instances de la CEE.

Sans même parler des investissements passés de l'Etat, on pouvait estimer que c'était le gouvernement qui avait payé British Aerospace pour reprendre Rover et non l'inverse.

Dans le contrat de vente figurait une clause qui attira peu l'attention à l'époque : au cas où British Aerospace revendrait la firme avant la date du 31 août 1993, le groupe aurait à rembourser un dédit. On peut dire que British Aerospace n'aura pas attendu longtemps après la date fatidique pour se débarrasser de Rover !

Entre-temps, les propriétaires temporaires auront extirpé de Rover tout ce qui pouvait avoir une valeur immédiatement réalisable. En six ans, une série d'usines ont été fermées avec la suppression de près de 40 000 emplois. A peine fermées, les usines ont été détruites et les terrains mis à la disposition de la branche immobilière de British Aerospace. Ainsi, l'un des plus gros projets immobiliers en cours aujourd'hui se situe sur l'ancien terrain de l'usine de montage du site de Cowley, dans la banlieue d'Oxford.

Autant dire que les 7,2 milliards de francs versés par BMW à British Aerospace (soit déjà plus de trois fois le prix de vente officiel en 1989 en tenant compte de l'inflation) ne sont qu'une partie des profits réalisés par British Aerospace.

Le grand échiquier du marché mondial

Reste à savoir quelles seront les conséquences de cette opération pour les 30 000 salariés de Rover. Et là-dessus, malgré les assurances données, selon le gouvernement Major, par les nouveaux acquéreurs, il y a tout lieu de penser que les suppressions d'emplois en cours vont aller en s'amplifiant.

Le gouvernement, qui semble avoir eu la main quelque peu forcée dans cette affaire, tente de donner le change en prétendant qu'une fois de plus sa politique de bas salaires a porté ses fruits en attirant en Grande-Bretagne des investissements étrangers. Seulement les acquéreurs vont-ils se montrer prêts à fournir les investissements qui n'ont pas été faits à ce jour ? Peut-être, mais il y a quand même fort à parier que ce qui les intéresse dans cette affaire c'est plus la part de Rover dans le marché anglais que ses installations.

Cela serait d'ailleurs dans la droite ligne des opérations de concentrations qui se déroulent dans l'automobile européenne, et au-delà, depuis plusieurs années. Rover en est lui-même déjà un exemple : en s'alliant avec Honda, au travers d'une prise de participation réciproque, il a en fait cédé à Honda une part de son marché, en échange Honda s'est chargé de la conception de nouveaux modèles pour Rover. Il en va de même de l'alliance des filiales européennes de General Motors avec deux firmes japonaises et le constructeur suédois Saab ; ou encore du conglomérat Ford-Jaguar dont l'alliance probable avec Fiat entraînera vraisemblablement à terme l'arrêt de la fabrication des Ford Fiesta en Espagne et en Angleterre.

Les constructeurs se jouent avec cynisme des frontières pour réaliser les économies d'échelles qui leur conviennent. Cela ne les empêche pas d'essayer ensuite de faire avaler aux travailleurs qu'en travaillant plus dur et pour moins cher, ils défendent l'emploi dans "leur" pays contre la menace de la compétition étrangère, même quand derrière cette soi-disant compétition étrangère, ce sont les mêmes actionnaires voire les mêmes compagnies qui se cachent.

A un moment, Rover était même allé jusqu'à présenter dans ses usines un montage vidéo sur les dangers de la compétition japonaise, à des ouvriers qui faisaient l'assemblage d'une voiture conçue par Honda mais vendue sous la marque Rover. Cela avait provoqué l'hilarité générale. Et ce qu'on peut espérer c'est que ce genre d'affaires ouvre les yeux des travailleurs et les convainque que, face à des capitalistes qui opèrent sur l'échiquier mondial, ce ne sont pas les frontières nationales qui peuvent constituer une protection pour la classe ouvrière, mais au contraire sa conscience de constituer une force internationale qui n'a que faire des mirages chauvins.

François ROULEAU

LUTTE DE CLASSE
JANVIER 1994
(N° 4 - Nouvelle série)
est parue

Au sommaire :
- La Russie après les scrutins de décembre : une constitution autoritaire pour un pouvoir sans autorité.
- Afrique du Sud : l'Apartheid disparaît, l'oppression sociale demeure ; les étapes d'une transition politique.
- L'Italie entre une gauche de gouvernement et une droite fascisante.
- Etats-Unis : les syndicats contre l'ALENA.

(La nouvelle série de *Lutte de Classe* est uniquement en langue française). Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995